

## Résumé de l'expertise n° 25/DIAG/0765

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.

### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**

Commune : ..... **13003 MARSEILLE 03**

Section cadastrale : NC, Parcelle(s) n° : NC

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

**3EME GAUCHE, Lot numéro : NC**

Périmètre de repérage : ... **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**

	Prestations	Conclusion
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
	Etat Termite/Parasitaire	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.
	Gaz	L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement. (norme 2022)
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	Etat des Risques et Pollutions	Le bien est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels (Inondation, Sécheresse) Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 2 selon la réglementation parassismique 2011
	DPE	<b>202   13</b> kWh/m <sup>2</sup> /an kg CO <sub>2</sub> /m <sup>2</sup> /an  Estimation des coûts annuels : entre 860 € et 1 210 € par an Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 Numéro enregistrement DPE (ADEME) : 2513E17602490
	Mesurage	Superficie Loi Carrez totale : 47,90 m <sup>2</sup> Surface annexe totale : 5,60 m <sup>2</sup>

**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

**Ordre de mission**

**Objet de la mission :**

<input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante	<input checked="" type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)	<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations électriques
<input checked="" type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin)	<input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (DTG)
<input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives	<input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP)	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic énergétique
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux	<input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP)	<input type="checkbox"/> Audit énergétique
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition	<input type="checkbox"/> Diag Assainissement	<input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro
<input checked="" type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites	<input type="checkbox"/> Sécurité piscines	<input type="checkbox"/> Ascenseur
<input type="checkbox"/> Etat parasitaire	<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations gaz	<input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier)
<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Risques et Pollutions	<input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau	<input type="checkbox"/> Radon
<input type="checkbox"/> Etat des lieux	<input type="checkbox"/> Sécurité Incendie	<input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés
<input type="checkbox"/> Infiltrométrie	<input type="checkbox"/> Plomb APTVX	<input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés
<input type="checkbox"/> Amiante Examen Visuel APTVX	<input type="checkbox"/> Plomb avant travaux	<input type="checkbox"/> Performance numérique
<input type="checkbox"/> Amiante contrôle périodique	<input type="checkbox"/> Développement interne	<input type="checkbox"/> Déchets / PEMD
<input type="checkbox"/> Amiante Empoussièlement	<input type="checkbox"/> Home Inspection	<input type="checkbox"/> Climatisation
<input type="checkbox"/> Hôtel H	<input type="checkbox"/> Tantième de copropriété	<input type="checkbox"/> Contrôle périodique gaz
<input type="checkbox"/> Hôtel RT	<input type="checkbox"/> Risques Professionnels	<input type="checkbox"/> Contrôle périodique élec
<input type="checkbox"/> Hôtel C	<input type="checkbox"/> Contrôle levage	<input type="checkbox"/> RT 2012 Avant travaux
	<input type="checkbox"/> Logement décent	<input type="checkbox"/> RT 2012 Après travaux

**Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)**

Type : ..... **Propriétaire**  
 Nom / Société : ..... **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
 Adresse : ..... **28 RUE DE LA REPUBLIQUE 83270 ST CYR SUR MER**  
 Téléphone : .....  
 Fax : .....  
 Mail : .....

**Désignation du propriétaire**

Nom / Société : ..... **M. HARBOUI**  
 Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
 CP : ..... **13003**  
 Ville : ..... **MARSEILLE 03**  
 Tel : .....  
 Mail : .....

**Désignation du ou des bâtiments**

Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
 Code Postal : .... **13003**  
 Ville : ..... **MARSEILLE 03**  
 Département : **Bouches-du-Rhône**  
 Précision : ..... **3EME GAUCHE**

**Mission**

Personne à contacter (avec tel) : .. **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
 Type de bien à expertiser : ..... **Habitation (partie privative d'immeuble)**  
 Catégorie du bien : ..... **(IGH/ERP) Autres**  
 Date du permis de construire : ..... **< 1997**  
 Section cadastrale : ..... **Section cadastrale : NC, Parcellle(s) n° : NC**  
 Numéro de lot(s) : ..... **NC**  
 Lots rattachés : .....  **Cave : ,**  **Garage ,**  **Terrain ,**  **Autre**  
 Périmètre de repérage : ..... **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**  
 Autres informations : .....  **Ascenseur, ,**  **Animaux**  
**51 à 100 m<sup>2</sup>**  
 Remise des clefs : .....  
 Date et heure de la visite : ..... **27/05/2025 à 11 h 04** durée approximative **02 h 35**  
 Précisions : .....

**Locataire**

Nom / Société : ..... **M. HARBOUI**  
 Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
 Code Postal : .... **13003**  
 Ville : ..... **MARSEILLE 03**  
 Téléphone : .....  
 Mail : .....

Paraphe du donneur d'ordre :

## Administratif

Facturation : .....  Propriétaire  Donneur d'ordre  Notaire  
Facturation adresse : ..... **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI - 28 RUE DE LA REPUBLIQUE - 83270 ST CYR SUR MER**  
Destinataire(s) des rapports : .....  Propriétaire  Donneur d'ordre  Notaire  Agence  
Destinataire(s) adresse : ..... **M. HARBOUI - 20 SQUARE NATIONAL, BAT C - 13003 MARSEILLE 03**  
Destinataire(s) e-mail : .....  
Impératif de date : .....

## Information relative à tout diagnostic :

- × Il est de l'obligation du propriétaire/ donneur d'ordre de fournir tous documents (Diagnostics, recherche, travaux, etc.) et informations dont il aurait connaissance (exemple : présence de parasites du bois, matériaux amiantés,...) relatifs à la présente mission.
- × Le propriétaire doit fournir un accès sécurisé à toutes les pièces / locaux pour lesquels de diagnostiqueur a été mandaté. Il est rappelé que l'inspection des ascenseurs, monte-chARGE, chaufferie, locaux électrique MT et HT nécessitent l'autorisation préalable et la présence d'un technicien de maintenance spécialisé. Ces personnes doivent être contactées et présentes sur site lors du diagnostic. Dans le cas où elles ne seraient pas présentes, et qu'une visite supplémentaire soit nécessaire, celle-ci sera facturée conformément à la grille tarifaire.
- × Seules les parties accessibles le jour de la visite seront contrôlées, c'est pourquoi le propriétaire devra déplacer le mobilier lourd afin de permettre un accès aux murs, plinthes et cloisons.
- × Le diagnostiqueur n'a pas l'autorisation réglementaire pour déposer des éléments nécessitant l'utilisation d'outils. Il est de la responsabilité du propriétaire d'effectuer cette dépose préalablement (Trappes des baignoires / évier, ...)
- × Le diagnostiqueur devra désigner un représentant s'il ne peut être présent lui-même lors du repérage.
- × Le diagnostiqueur doit pouvoir être accompagnée par un examinateur représentant l'organisme de certification, ce devra pouvoir avoir l'accès au site en cours de diagnostic

## Spécificité au constat termites / parasitaire :

- × En conformité avec la norme NF P03-201, les éléments bois seront sondés mécaniquement, au poinçon, de façon non destructive (sauf pour les éléments déjà dégradés ou altérés).
- × Il s'agit d'un examen visuel de toutes les parties visibles et accessibles du bâtiment et à ses abords (10 m).

## Spécificité au diagnostic amiante :

- × Il est rappelé que la signature de l'ordre de mission par le donneur d'ordre est un accord tacite autorisant tous les prélèvements nécessaires au diagnostiqueur (norme NF 46 020). Toutefois, si le propriétaire est présent lors de la visite, il pourra refuser qu'un prélèvement soit effectué ; une mention sera alors inscrite dans le rapport.

## Spécificité au Mesurage loi Carrez / Loi Boutin :

- × Il est de l'obligation du donneur d'ordre de fournir le règlement de copropriété du bien mesuré. Dans le cas où ces documents ne seraient pas fournis, le diagnostiqueur devra être prévenu au moment de la signature de l'ordre de mission. Le diagnostiqueur effectuera une demande de copie du règlement de copropriété auprès du syndicat de copropriété, les frais supplémentaires de recherche étant à la charge du donneur d'ordre.

## Spécificité au diagnostic Performance énergétique :

- × Dans le cas d'un DPE réalisé pour une habitation, il est de l'obligation du donneur d'ordre de fournir l'ensemble des éléments permettant de caractériser le bien (Taxe d'habitation, documents techniques permettant de connaître les matériaux utilisés lors de la construction ou de travaux, les plans de configuration du bien/de l'immeuble (plans de ventes, plans architectes, plans de copropriété), anciens diagnostics énergétiques, les descriptifs techniques et justificatifs d'entretien des installations (chauffage, climatisation, ECS et ventilation). Dans le cas des locaux tertiaires, l'obligation du donneur d'ordre porte sur la fourniture des relevés de consommations de chauffage et d'eau chaude sanitaire et autres usages des 3 années antérieures. Dans le cas où ces documents ne seraient pas fournis, le diagnostiqueur devra être prévenu au moment de la signature de l'ordre de mission. Le diagnostiqueur effectuera les recherches nécessaires, les frais supplémentaires de recherche étant à la charge du donneur d'ordre.

## Spécificité au diagnostic Installations Intérieures Gaz :

- × Le donneur d'ordre s'engage à assurer pendant la durée du diagnostic l'alimentation en gaz effective de l'installation et le fonctionnement normal des appareils d'utilisation. Il est rappelé qu'en cas de détection d'un Danger Grave et Immédiat, le diagnostiqueur devra interrompre l'alimentation en gaz de tout ou partie de l'installation.

## Spécificité au diagnostic de l'Installation Intérieure d'électricité :

- × Préalablement à la réalisation du diagnostic, le donneur d'ordre, ou son représentant, informe l'occupant éventuel du logement de la nécessité de la mise hors tension de toute ou partie de l'installation pour la réalisation du diagnostic et de la nécessité pour l'occupant de mettre lui-même hors tension les équipements qui pourraient être sensibles à une mise hors tension (matériaux programmables par exemple) ou risqueraient d'être détériorés lors de la remise sous tension (certains matériaux électroniques, de chauffage, etc.). Ce dernier signale à l'opérateur de diagnostic les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et les motifs de cette impossibilité (matériel de surveillance médicale, alarmes, etc.).
- × Pendant toute la durée du diagnostic, le donneur d'ordre ou son représentant fait en sorte que tous les locaux et leurs dépendances soit accessibles. Il s'assure que l'installation est alimentée en électricité, si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption de fourniture par le distributeur. Les parties communes où sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic doivent elles aussi être accessibles.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature du donneur d'ordre :



## Formulaire consentement traitement données personnelles, à l'attention du client commanditaire du diagnostic de performance énergétique (DPE) et de l'audit énergétique<sup>1</sup>, avant sa réalisation

En application de la réglementation<sup>2</sup>, le **diagnostiqueur réalisant le DPE et l'audit énergétique pour votre compte est soumis à des contrôles** ayant pour objet de vérifier sa capacité à réaliser un diagnostic dans le respect des exigences réglementaires. **Ces contrôles participent à l'amélioration de la qualité de la réalisation des DPE et des audits énergétiques.**

**Afin de pouvoir organiser les modalités pratiques de ces contrôles, l'organisme<sup>3</sup> chargé de contrôler votre diagnostiqueur peut être amené à vous contacter.** Pour cela, et sous réserve de votre consentement, vos données personnelles (nom, prénom, adresse mail et/ou numéro de téléphone) sont collectées et traitées par l'Ademe lors de la transmission du rapport DPE et transmises à l'organisme de contrôle.

Ces données seront stockées pour une durée de 1 an, et vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou de limitation du traitement de ces données. Plus d'informations sont disponibles dans la notice relative au traitement de ces données accessible à <https://observatoire-dpe-audit.ademe.fr/ressources> dans l'onglet « Traitement de vos données ».

Il est à noter que le consentement au traitement de vos données n'équivaut pas au consentement pour réaliser le contrôle dans le bien concerné ; votre accord pour l'organisation de ce contrôle vous sera demandé séparément.

**Oui, je consens à ce que mes données personnelles** (inscrites ci-dessous) **soient traitées** par l'Ademe et l'organisme de certification dans le cadre des missions de contrôle des compétences des diagnostiqueurs

[Si oui] A REMPLIR :

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE MAIL : \_\_\_\_\_ N° TELEPHONE : \_\_\_\_\_

**Non, je refuse que mes données soient collectées.**

**Fait le** \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

**Signature**

<sup>1</sup> Si ce client est mandaté par un tiers, ce sont les données de ce tiers qui sont traitées, dès lors que le mandat l'autorise.

<sup>2</sup> Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification, notamment le paragraphe 2.5.3 de son annexe 1.

Décret n° 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation, notamment le paragraphe B.2 de son annexe III.

<sup>3</sup> Il s'agit d'un organisme de certification, dont le nom est mentionné en première page du DPE ou de l'audit énergétique.

**Nota :** par ailleurs, pour les propriétaires du bien au moment de la réalisation de l'audit énergétique, dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE-Audit à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité de l'audit. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE-audit (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/accueil>).

**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**

Numéro de dossier : 25/DIAG/0765  
Date du repérage : 27/05/2025

**Références réglementaires et normatives**

Textes réglementaires	Articles L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâties

**Immeuble bâti visité**

Adresse	Rue : ..... <b>20 SQUARE NATIONAL, BAT C</b> Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: <b>3EME GAUCHE, Lot numéro : NC</b> Code postal, ville : .. <b>13003 MARSEILLE 03</b> <b>Section cadastrale : NC, Parcell(s) n° : NC</b>
Périmètre de repérage :	..... <b>Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction</b>
Type de logement :	..... <b>Appartement - T3</b>
Fonction principale du bâtiment :	..... <b>Habitation (partie privative d'immeuble)</b>
Date de construction :	..... <b>&lt; 1997</b>

**Le propriétaire et le donneur d'ordre**

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : .... <b>M. HARBOUI</b> Adresse : ..... <b>20 SQUARE NATIONAL, BAT C</b> <b>13003 MARSEILLE 03</b>
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : .... <b>SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI</b> Adresse : ..... <b>20 SQUARE NATIONAL, BAT C</b> <b>13003 MARSEILLE 03</b>

**Le(s) signataire(s)**

	<b>NOM</b> <b>Prénom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Organisme certification</b>	<b>Détail de la certification</b>
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	LE MOIGN	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 05/17 Échéance : 05/29 N° de certification : CPDI4333

Raison sociale de l'entreprise : **JULIEN LE MOIGN** (Numéro SIRET : **835 172 792 00029**)

Adresse : **15 rue Delille, 13001 Marseille**

Désignation de la compagnie d'assurance : **GAN Assurances**

Numéro de police et date de validité : **181.279.665 - 29/02/2026**

**Le rapport de repérage**

Date d'émission du rapport de repérage : 27/05/2025, remis au propriétaire le 27/05/2025

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 14 pages

## Sommaire

### 1 Les conclusions

### 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses

### 3 La mission de repérage

- 3.1 L'objet de la mission
- 3.2 Le cadre de la mission
- 3.2.1 L'intitulé de la mission
- 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
- 3.2.3 L'objectif de la mission
- 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
- 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
- 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

### 4 Conditions de réalisation du repérage

- 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
- 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
- 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
- 4.4 Plan et procédures de prélèvements

### 5 Résultats détaillés du repérage

- 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
- 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

### 6 Signatures

### 7 Annexes

## 1. – Les conclusions

**Avertissement :** les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

**1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.**

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

**Raison sociale et nom de l'entreprise :** ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

**Adresse :** .....

**Numéro de l'accréditation Cofrac :** .....

## 3. – La mission de repérage

### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

### 3.2 Le cadre de la mission

#### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

#### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

#### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.» L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

#### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

*En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9*

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

#### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

#### 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages Calorifugeages Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
	1. Parois verticales intérieures
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périmétriques et intérieurs)	Enduits projetés Revêtement durs (plaques de menuiseries) Revêtement durs (amiante-ciment) Entourages de poteaux (carton) Entourages de poteaux (amiante-ciment) Entourages de poteaux (matériau sandwich) Entourages de poteaux (carton+plâtre) Coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), Gaines et Coffres verticaux	Enduits projetés Panneaux de cloisons
	2. Planchers et plafonds
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gaines et Coffres Horizontaux	Enduits projetés Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
	3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu Volets coupe-feu Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses) Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
	4. Éléments extérieurs
Toitures	Plaques (composites) Plaques (fibres-ciment) Ardoises (composites) Ardoises (fibres-ciment) Accessoires de couvertures (composites) Accessoires de couvertures (fibres-ciment) Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites) Plaques (fibres-ciment) Ardoises (composites) Ardoises (fibres-ciment) Panneaux (composites) Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment Conduites d'eaux usées en amiante-ciment Conduits de fumée en amiante-ciment

repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

### Descriptif des pièces visitées

**Séjour,  
Cuisine,  
Chambre 1,**

**Chambre 2,  
Salle d'eau,  
Balcon,  
Cave**

Localisation	Description
Séjour	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre (F1) : PVC Volet : Métal et Peinture
Cuisine	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre (F1) : pvc Volet : Métal et Peinture
Chambre 1	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) : bois et Peinture Fenêtre (F1) : pvc Volet : Métal et Peinture
Chambre 2	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) : Bois et Peinture Fenêtre (F1) : pvc Volet : Métal et Peinture
Salle d'eau	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) : bois et Peinture Fenêtre (F1) : pvc
Balcon	Sol : Carrelage
Cave	Sol : Béton Mur A, B : Brique Mur C, D : Béton Plafond : briques Porte (P1) : bois et Peinture

## 4. – Conditions de réalisation du repérage

### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

#### Avertissements:

**La responsabilité de l'opérateur ne pourrait pas être mis en cause en cas de présence d'amiante :**

- Dans les zones inaccessibles ou accessibles sans se mettre en danger
- Dans les zones inaccessibles du fait de l'absence de trappe (ex. accès charpente)
- Dans les zones connues du représentant d'ordre ou propriétaire mais non mentionné par lui;
- Dans les zones avec impossibilité d'investigation approfondie non destructive
- Le diagnostic se limite aux zones rédues visibles et accessibles par le propriétaire.

### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 27/05/2025

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 27/05/2025

Heure d'arrivée : 11 h 04

Durée du repérage : 02 h 35

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI

### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	X	-
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

#### 4.4 Plan et procédures de prélèvements

Aucun prélèvement n'a été réalisé.

### 5. – Résultats détaillés du repérage

#### 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

##### Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

#### 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

#### 5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

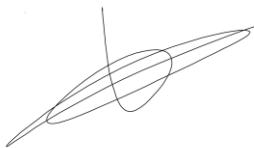
Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

### 6. – Signatures

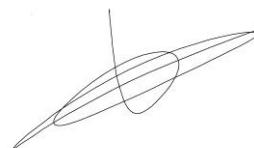
*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert**  
Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE  
(détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))*

Fait à MARSEILLE 03, le 27/05/2025

Par : LE MOIGN



Cachet de l'entreprise



**ANNEXES****Au rapport de mission de repérage n° 25/DIAG/0765****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

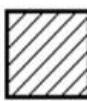
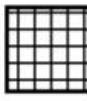
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

**Sommaire des annexes****7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

**7.1 - Annexe - Schéma de repérage****Légende**

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : <b>M. HARBOUI</b> Adresse du bien : <b>20 SQUARE NATIONAL, BAT C 13003 MARSEILLE 03</b></p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

**Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.**

**7.2 - Annexe - Rapports d'essais****Identification des prélèvements :**

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

**Copie des rapports d'essais :****Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible****7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A****Aucune évaluation n'a été réalisée****Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A****1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air**

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres, ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

**2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations**

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

**Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B****Aucune évaluation n'a été réalisée****Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B****1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.**

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;

- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélevements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièvement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaisse la plèvre). Dans le cas d'empoussièvement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple percage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâties et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailleur-mieux (<http://www.travailleur-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.6 - Annexe - Autres documents



## ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS

### ATTESTATION D'ASSURANCE

La Compagnie d'Assurance, **GAN ASSURANCES**, dont le Siège Social est situé au 8-10, RUE D'ASTORG – 75383 PARIS CEDEX 08, atteste que :

Nom ou raison sociale : LE MOIGN  
Adresse ou Siège Social : 15 Rue Delille  
13001 MARSEILLE 01

est titulaire d'un contrat d'assurance n°181.279.665 / 26040645 0001, à effet du 28/06/2021, par l'intermédiaire de AGENCE BRIGNOLES PROVENCE - code A08418 - n° ORIAS 18000155, garantissant la Responsabilité Civile Professionnelle dans le cadre de ses activités de Diagnostiqueurs immobiliers mentionnées à « OUI » ci-après :

Nature des prestations	Usage des locaux	
	Habitation	Professionnel
Diagnostic amiante (DTA hors recherche et diagnostic amiante dans les voiries, activités d'extraction, d'exploitation et d'enlèvement d'amiante)	OUI	OUI
Dont parties privatives (DAPP)	OUI	OUI
Pré diagnostic amiante	OUI	OUI
Etat de l'installation intérieure de gaz	OUI	NON
Etat de l'installation intérieure d'électricité	OUI	NON
DPE (Diagnostic de performance énergétique)	OUI	OUI
ERNT (Etat des Risques Naturels et Technologiques)	OUI	OUI
CREP (Constat de risques d'exposition au plomb)	OUI	NON
Diagnostic d'assainissement	NON	NON
Etat relatif à la présence de termites	OUI	OUI
Etat relatif à la présence de mèrule	NON	NON
Diagnostic de repérage du radon	NON	NON
Etat parasitaire (autres que termites et mèrues)	NON	NON
Diagnostic légionellose	NON	NON
Diagnostic lié à l'accessibilité pour les personnes handicapées	NON	NON
Etat des lieux (Loi SRU)	NON	NON
Diagnostic décence ou certificat d'habitabilité (SRU)	NON	NON
Diagnostic d'immeuble en copropriété (Loi SRU)	NON	NON
Détermination des millièmes de copropriété	NON	NON
Métrage des bâtiments (CARREZ)	OUI	OUI
Métrage de la surface habitable (Boutin)	OUI	OUI
Diagnostic ascenseur (à l'exclusion de tout Contrôle Technique)	NON	NON
Diagnostic de sécurité des piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif	NON	NON
Contrôles techniques assujettis à investissements dans l'immobilier locatif	NON	NON

Gan Assurances  
Compagnie Française d'Assurances et de Réassurances - Société anonyme au capital de 193 107 400 € (environnement versé) - RCS Paris 542 083 797 - APE : 6512Z  
Siège social : 8-10, rue d'Astorg - 75008 Paris - Tél : 01 70 94 20 00 - [www.gan.fr](http://www.gan.fr)  
Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation (ACPR), 4 place de Bégin et CS 92459 75498 Paris Cedex 09  
Direction Réclamation Clients - Gan Assurances - 3 place Maréchal Pétain 92024 Nanterre - E-mail : [reclamation@gan.fr](mailto:reclamation@gan.fr)



ancien		
Diagnostics liés à investissements dans l'immobilier locatif neuf	NON	NON
Contrôles techniques assujettis à obtention de prêts bancaires réglementés	NON	NON
Missions d'expertises confiées à titre amiante ou judiciaire	NON	NON
Diagnostic acoustique	NON	NON
Diagnostic monoxyde de carbone (hors diagnostic gaz obligatoire)	NON	NON
DTG (Diagnostic technique global)	NON	NON
Accessoire à un diagnostic assuré		
Diagnostic air	NON	NON
Thermographie (outil de mesure)	NON	NON
Infiltrométrie (outil de mesure)	NON	NON
Porte soufflante (Test)	NON	NON
Relevé dimensionnel et élaboration de plan en 3D	NON	NON
Etat des lieux locatifs (amiante) mandaté par le propriétaire	NON	NON
Diagnostic humidité (en accessoire à un DPE ou un état de salubrité)	NON	NON
Diagnostic étanchéité eaux	NON	NON

Ce contrat est conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en France notamment :

- à l'Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 modifiée,
- et aux dispositions du Décret n°2006-114 du 5 septembre 2006.

Il est entendu que la garantie n'est effective que pour les personnes physiques certifiées ou morales employant des personnes physiques certifiées ou constituées de personnes physiques certifiées.

**La présente attestation est valable du 01/03/2025 au 29/02/2026 inclus sous réserve que la garantie soit en vigueur.**

**La présente attestation ne constitue qu'une présomption de garantie.  
Elle ne peut engager l'assureur au-delà des conditions et limites prévues par les dispositions du contrat ci-dessus référencé.  
La présente attestation a été établie pour servir et valoir ce que de droit.**

Fait à BRIGNOLES, le 25/02/2025  
Pour Gan Assurances, l'Agent général

Gan Assurances  
Compagnie Française d'Assurances et de Réassurances - Société anonyme au capital de 193 107 400 € (environnement versé) - RCS Paris 542 063 797 - APE : 6512Z  
Siège social : 8-10, rue d'Aligre - 75008 Paris - Tél : 01 70 94 20 00 - [www.gan.fr](http://www.gan.fr)  
Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation (ACPR), 4 place de Bégin et CS 92459 75498 Paris Cedex 09  
Direction Réddomation Clients - Gan Assurances - 3 place Marcel Pagnol 92324 Nanterre - E-mail : [reddomation@gan.fr](mailto:reddomation@gan.fr)



## Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI4333 Version 005

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur LE MOIGN Julien**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1)
	Date d'effet : 19/04/2022 - Date d'expiration : 18/04/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1)
	Date d'effet : 19/04/2022 - Date d'expiration : 18/04/2029
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2)
	Date d'effet : 18/05/2022 - Date d'expiration : 17/05/2029
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1)
	Date d'effet : 03/04/2022 - Date d'expiration : 02/04/2029
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1)
	Date d'effet : 12/05/2022 - Date d'expiration : 11/05/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1)
	Date d'effet : 12/05/2022 - Date d'expiration : 11/05/2029
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1)
	Date d'effet : 19/05/2022 - Date d'expiration : 18/05/2029

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse  
<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/07/2024.

*Etienne Lamy*

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification  
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes  
Diagnostiqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)



I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K  
35760 Saint-Grégoire

CPE DI FR 11 rev19

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

## **Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment**

Numéro de dossier : 25/DIAG/0765  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201  
Date du repérage : 27/05/2025  
Heure d'arrivée : 11 h 04  
Durée du repérage : 01 h 56

### **A. - Désignation du ou des bâtiments**

*Localisation du ou des bâtiments :*

Département : **Bouches-du-Rhône**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
Commune : **13003 MARSEILLE 03**

**Section cadastrale : NC, Parcellle(s) n° : NC**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

**3EME GAUCHE, Lot numéro : NC**

Périmètre de repérage : **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 131-5 du CCH :  
**Néant**

### **B. - Désignation du client**

*Désignation du client :*

Nom et prénom : **M. HARBOUI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C 13003 MARSEILLE 03**

*Si le client n'est pas le donneur d'ordre :*

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

**Propriétaire**

Nom et prénom : **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
**13003 MARSEILLE 03**

### **C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic**

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*

Nom et prénom : **LE MOIGN**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : **JULIEN LE MOIGN**  
Adresse : **15 rue Delille**  
**13001 Marseille**  
Numéro SIRET : **835 172 792 00029**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **GAN Assurances**  
Numéro de police et date de validité : **181.279.665 - 29/02/2026**

Certification de compétence **CPDI4333** délivrée par : **I.Cert, le 05/17**

**D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :**

Liste des pièces visitées :

**Séjour,  
Cuisine,  
Chambre 1,****Chambre 2,  
Salle d'eau,  
Balcon,  
Cave**

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Jardin dépendance		
Entrée; Jardin dépendance - Pièce 1; Jardin dépendance - Pièce 2; Jardin dépendance - Pièce 3; Jardin dépendance - Salle d'eau		Absence d'indices d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

**E. - Catégories de termites en cause :**

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétiions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

**Rappels réglementaires :**

L 131-3 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de mérule sont identifiés, un arrêté préfectoral, consultable en préfecture, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones de présence d'un risque de mérule.

Article L126-24 du CCH : En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application du premier alinéa de l'article L. 131-3, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

**F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :**

**Néant****G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :**

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

**H. - Moyens d'investigation utilisés :**

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L131-3, L126-6, L126-24 et R. 126-42, D126-43, L 271-4 à 6 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

**Moyens d'investigation :**

Examen visuel des parties visibles et accessibles.

Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.

Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.

Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.

À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :****Néant**

Informations communiquées à l'opérateur par le donneur d'ordre, concernant des traitements antérieurs ou une présence de termites dans le bâtiment :

**Néant**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

**SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

**Néant**

*Nota 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de terme dans le bâtiment objet de la mission.*

*Nota 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.*

**I. - Constatations diverses :**

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Général	-	<p>Avertissement</p> <p>La responsabilité de l'opérateur ne pourrait pas être mise en cause en cas de présence de termites ou d'indices d'infestation de termites :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Dans les zones inaccessibles ou inaccessible sans se mettre en danger ;</li><li>-Dans les zones inaccessibles du fait de l'absence de trappe(ex: accès charpente) ;</li><li>-Dans les zones connues du représentant d'ordre ou propriétaire mais non mentionné par lui ;</li></ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dans des zones non indiquées sur les documents relatifs à l'immeuble visité ;</li> <li>-Dans des zones accessibles uniquement après démontage ;</li> <li>-Dans des zones avec une impossibilité d'investigation approfondie non destructive .</li> </ul> <p>Le diagnostic se limite aux zones rendues visibles et accessibles par le propriétaire</p> <p style="text-align: center;"><b>RECAPITULATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATIONS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-N'ont pu être sondé, les poutres, plafonds, charpente, conduits ou toutes autres structures dont la hauteur est &gt; 3 mètres (nacelle non fournie)</li> <li>-N'ont pu être sondé ,la charpente, à cause de l'absence de trappe, un désardoige ou un détuilage permettrait une inspection de la charpente non visible lors de la visite.</li> <li>-N'ont pu être sondé ,les plafonds, cloisons et l'ensemble des murs, conduits et gaines situés derrière des doublages muraux .</li> <li>-N'ont pu être sondé, le volume sous la douche où aucun accès n'a été prévu.</li> <li>-N'ont pu être sondé, les planchers hauts situés derrière un faux plafond, lambris bois ou autres.</li> <li>-N'ont pu être sondé, toutes parties cachées par un embellissement(crépis, moquettes, pvc, tapisseries, peintures etc..) où des investigations approfondies entraîneraient inévitablement des dégradations.</li> </ul>
Jardin dépendance - Entrée; Jardin dépendance - Pièce 1; Jardin dépendance - Pièce 2; Jardin dépendance - Pièce 3; Jardin dépendance - Salle d'eau	-	Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois

**Note :** Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

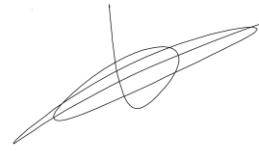
**Nota 1 :** Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.

**Nota 2 :** Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

**Nota 3 :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert Centre Alphas - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))**

Visite effectuée le **27/05/2025**  
Fait à **MARSEILLE 03**, le **27/05/2025**

Par : **LE MOIGN**

**Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur**

**Aucun document n'a été mis en annexe**



## ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS

### ATTESTATION D'ASSURANCE

La Compagnie d'Assurance, **GAN ASSURANCES**, dont le Siège Social est situé au 8-10, RUE D'ASTORG – 75383 PARIS CEDEX 08, atteste que :

Nom ou raison sociale : LE MOIGN  
Adresse ou Siège Social : 15 Rue Delille  
13001 MARSEILLE 01

est titulaire d'un contrat d'assurance n°181.279.665 / 26040645 0001, à effet du 28/06/2021, par l'intermédiaire de AGENCE BRIGNOLES PROVENCE - code A08418 - n° ORIAS 18000155, garantissant la Responsabilité Civile Professionnelle dans le cadre de ses activités de Diagnostiqueurs immobiliers mentionnées à « OUI » ci-après :

Nature des prestations	Usage des locaux	
	Habitation	Professionnel
Diagnostic amiante (DTA hors recherche et diagnostic amiante dans les voiries, activités d'extraction, d'exploitation et d'enlèvement d'amiante)	OUI	OUI
Dont parties privatives (DAPP)	OUI	OUI
Pré diagnostic amiante	OUI	OUI
Etat de l'installation intérieure de gaz	OUI	NON
Etat de l'installation intérieure d'électricité	OUI	NON
DPE (Diagnostic de performance énergétique)	OUI	OUI
ERNT (Etat des Risques Naturels et Technologiques)	OUI	OUI
CREP (Constat de risques d'exposition au plomb)	OUI	NON
Diagnostic d'assainissement	NON	NON
Etat relatif à la présence de termites	OUI	OUI
Etat relatif à la présence de mérule	NON	NON
Diagnostic de repérage du radon	NON	NON
Etat parasitaire (autres que termites et mérules)	NON	NON
Diagnostic légionellose	NON	NON
Diagnostic lié à l'accessibilité pour les personnes handicapées	NON	NON
Etat des lieux (Loi SRU)	NON	NON
Diagnostic décence ou certificat d'habitabilité (SRU)	NON	NON
Diagnostic d'immeuble en copropriété (Loi SRU)	NON	NON
Détermination des millièmes de copropriété	NON	NON
Métrage des bâtiments (CARREZ)	OUI	OUI
Métrage de la surface habitable (Boutin)	OUI	OUI
Diagnostic ascenseur (à l'exclusion de tout Contrôle Technique)	NON	NON
Diagnostic de sécurité des piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif	NON	NON
Contrôles techniques assujettis à investissements dans l'immobilier locatif	NON	NON

Gan Assurances  
Compagnie française d'assurances et de réassurances - Société anonyme au capital de 193 167 400 € (échéancier versé) - RCS Paris 542 063 797 - APE : 6512Z  
Siège social : 8-10, rue d'Astorg - 75008 Paris - Tél : 01 70 94 20 00 - [www.gan.fr](http://www.gan.fr)  
Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 place de Bégin et CS 92459 75498 Paris Cedex 09  
Direction Réassurances Clients - Gan Assurances - 3 place Marcel Paul 92224 Nanterre - E-mail : [reassurance@gan.fr](mailto:reassurance@gan.fr)



ancien		
Diagnostics liés à investissements dans l'immobilier locatif neuf	NON	NON
Contrôles techniques assujettis à obtention de prêts bancaires réglementés	NON	NON
Missions d'expertises confiées à titre amiable ou judiciaire	NON	NON
Diagnostic acoustique	NON	NON
Diagnostic monoxyde de carbone (hors diagnostic gaz obligatoire)	NON	NON
DTG (Diagnostic technique global)	NON	NON
Accessoire à un diagnostic assuré		
Diagnostic air	NON	NON
Thermographie (outil de mesure)	NON	NON
Infiltrométrie (outil de mesure)	NON	NON
Porte soufflante (Test)	NON	NON
Relevé dimensionnel et élaboration de plan en 3D	NON	NON
Etat des lieux locatifs (amiable) mandaté par le propriétaire	NON	NON
Diagnostic humidité (en accessoire à un DPE ou un état de salubrité)	NON	NON
Diagnostic étanchéité eaux	NON	NON

Ce contrat est conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en France notamment :

- à l'Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 modifiée,
- et aux dispositions du Décret n°2006-114 du 5 septembre 2006.

Il est entendu que la garantie n'est effective que pour les personnes physiques certifiées ou morales employant des personnes physiques certifiées ou constituées de personnes physiques certifiées.

**La présente attestation est valable du 01/03/2025 au 29/02/2026 inclus sous réserve que la garantie soit en vigueur.**

**La présente attestation ne constitue qu'une présomption de garantie.  
Elle ne peut engager l'assureur au-delà des conditions et limites prévues par les dispositions du contrat ci-dessus référencé.**

**La présente attestation a été établie pour servir et valoir ce que de droit.**

Fait à BRIGNOLES, le 25/02/2025  
Pour Gan Assurances, l'Agent général

Gan Assurances  
Compagnie française d'assurances et de réassurances - Société anonyme au capital de 193 187 400 € (échéancier versé) - RCS Paris 542 063 797 - APE : 6512Z  
Siège social : 8-10 rue d'Albigny - 75008 Paris - Tél : 01 70 94 20 00 - [www.gan.fr](http://www.gan.fr)  
Entreprise rgie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 place de Budapest CS 92459 75498 Paris Cedex 09  
Direction Rédditions Clients - Gan Assurances - 3 place Marcel Paul 92224 Nanterre - E-mail : [reddition@gan.fr](mailto:reddition@gan.fr)



## Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI4333 Version 005

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur LE MOIGN Julien**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1)
	Date d'effet : 19/04/2022 - Date d'expiration : 18/04/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1)
	Date d'effet : 19/04/2022 - Date d'expiration : 18/04/2029
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2)
	Date d'effet : 18/05/2022 - Date d'expiration : 17/05/2029
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1)
	Date d'effet : 03/04/2022 - Date d'expiration : 02/04/2029
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1)
	Date d'effet : 12/05/2022 - Date d'expiration : 11/05/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1)
	Date d'effet : 12/05/2022 - Date d'expiration : 11/05/2029
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1)
	Date d'effet : 19/05/2022 - Date d'expiration : 18/05/2029

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse  
<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/07/2024.

*Etienne Lamy*

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification  
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnostiqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K  
35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAZ.FR](http://WWW.COFRAZ.FR)

CPE DI FR 11 rev19

## **Etat de l'Installation Intérieure de Gaz**

Numéro de dossier : **25/DIAG/0765**  
Norme méthodologique employée : **AFNOR NF P 45-500 (juillet 2022)**  
Date du repérage : **27/05/2025**  
Heure d'arrivée : **11 h 04**  
Durée du repérage : **02 h 35**

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 12 février 2014, 23 février 2018 et du 25 juillet 2022 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. Cet état de l'installation intérieure de gaz a une durée de validité de 3 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

### **A. - Désignation du ou des bâtiments**

*Localisation du ou des bâtiments :*  
Département : **Bouches-du-Rhône**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
Commune : **13003 MARSEILLE 03**  
Section cadastrale : **NC, Parcelle(s) n° : NC**  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
**3EME GAUCHE, Lot numéro : NC**  
Type de bâtiment : **Habitation (partie privative d'immeuble)**  
Nature du gaz distribué : **Gaz naturel**  
Distributeur de gaz : **Enedis**  
Installation alimentée en gaz : **NON**

### **B. - Désignation du propriétaire**

*Désignation du propriétaire :*  
Nom et prénom : **M. HARBOUI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C  
13003 MARSEILLE 03**  
*Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :*  
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
**Propriétaire**  
Nom et prénom : **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C  
13003 MARSEILLE 03**  
*Titulaire du contrat de fourniture de gaz :*  
Nom et prénom : **M. HARBOUI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C 13003 MARSEILLE 03**  
N° de téléphone : .....  
Références : .....

### **C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic**

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*  
Nom et prénom : **LE MOIGN**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : **JULIEN LE MOIGN**  
Adresse : .....  
.....  
.....  
.....  
Numéro SIRET : **835 172 792 00029**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **GAN Assurances**  
Numéro de police et date de validité : **181.279.665 - 29/02/2026**  
Certification de compétence **CPDI4333** délivrée par : **I.Cert, le 05/17**  
Norme méthodologique employée : **NF P 45-500 (Juillet 2022)**

## D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre <sup>(1)</sup> , marque, modèle)	Type <sup>(2)</sup>	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Chauffe-eau ARISTON	Raccordé	Non Visible	Cuisine	Fonctionnement : Appareil à l'arrêt Entretien appareil : Non Entretien conduit : Non
Cuisinière Modèle: Plaque 4 feux	Non raccordé	Non Visible	Cuisine	Mesure CO : Non réalisée Fonctionnement : Appareil à l'arrêt Entretien appareil : Non Entretien conduit : Non

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ....

(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

## E. - Anomalies identifiées

Points de contrôle <sup>(3)</sup> (selon la norme)	Anomalies observées (A1 <sup>(4)</sup> , A2 <sup>(5)</sup> , DGI <sup>(6)</sup> , 32c <sup>(7)</sup> )	Libellé des anomalies et recommandations
C.7 - 8a1 Organe de Coupure d'Appareil (OCA)	A1	Au moins un organe de coupure d'appareil est absent. (Cuisinière Plaque 4 feux)  Remarques : (Cuisine) Absence de robinet de commande ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin d'installer un robinet de commande
C.10 - 14 Raccordement en gaz des appareils par tuyaux non rigides	A1	La date limite d'utilisation du tuyau d'alimentation n'est pas lisible ou est dépassée. (Cuisinière Plaque 4 feux)  Remarques : (Cuisine) La date limite d'utilisation du tuyau non rigide n'est pas lisible ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer le tuyau existant par un tuyau neuf

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituants la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

## F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs, et identification des points de contrôles n'ayant pas pu être réalisés:

### Néant

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

## G. - Constatations diverses

### Commentaires :

Certains points de contrôles n'ont pu être contrôlés. De ce fait la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée.

Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité

**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :**

Néant

**Observations complémentaires :**

Néant

## H. - Conclusion

**Conclusion :**

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

## I. - En cas de DGI : actions de l'opérateur de diagnostic

- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz ou
- Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
  - référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
  - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

## J. - En cas d'anomalie 32c : actions de l'opérateur de diagnostic

- Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

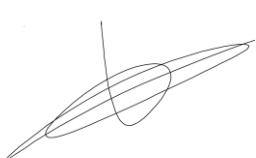
*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE** (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))*

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

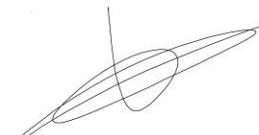
Visite effectuée le **27/05/2025**.

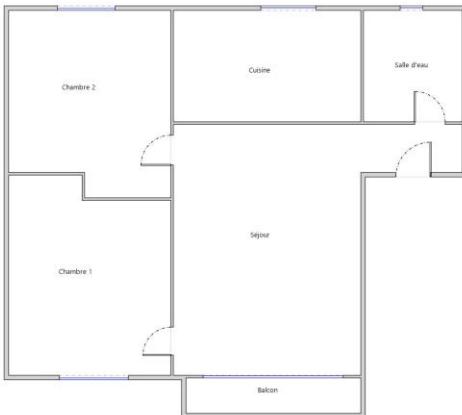
Fait à **MARSEILLE 03**, le **27/05/2025**

**Par : LE MOIGN**



Cachet de l'entreprise



**Annexe - Croquis de repérage****Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)**

Tous les travaux réalisés sur l'installation de gaz du logement, y compris les remplacements d'appareils, doivent faire l'objet de l'établissement d'un certificat de conformité modèle 2, conformément à l'arrêté du 23 février 2018 modifié. Seules les exceptions mentionnées à l'article 21 - 4° de l'arrêté du 23 février 2018 modifié dans le guide « modifications mineures » dispensent de cette obligation.

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures.

Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

**Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?**

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

**Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?**

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,

- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

## **Etat de l'Installation Intérieure d'Électricité**

Numéro de dossier : 25/DIAG/0765  
Date du repérage : 27/05/2025  
Heure d'arrivée : 11 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité est valable 3 ans pour la vente et 6 ans pour la location.

### 1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

*Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :*

Type d'immeuble : ..... **Appartement**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
Commune : ..... **13003 MARSEILLE 03**  
Département : ..... **Bouches-du-Rhône**  
Référence cadastrale : ..... **Section cadastrale : NC, Parcellle(s) n° : NC, identifiant fiscal : N/A**  
*Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :*  
..... **3EME GAUCHE, Lot numéro : NC**  
Périmètre de repérage : ..... **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**  
Année de construction : ..... **< 1997**  
Année de l'installation : ..... **< 1997**  
Distributeur d'électricité : ..... **Engie**  
Parties du bien non visitées : ..... **Néant**

### 2. - Identification du donneur d'ordre

*Identité du donneur d'ordre :*

Nom et prénom : ..... **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
..... **13003 MARSEILLE 03**  
Téléphone et adresse internet : .. **Non communiquées**  
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

*Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:*

Nom et prénom : ..... **M. HARBOUI**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
..... **13003 MARSEILLE 03**

### 3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*

Nom et prénom : ..... **LE MOIGN**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **JULIEN LE MOIGN**  
Adresse : ..... **15 rue Delille**  
..... **13001 Marseille**  
Numéro SIRET : ..... **835 172 792 00029**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **GAN Assurances**  
Numéro de police et date de validité : ..... **181.279.665 - 29/02/2026**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert** le **05/17** jusqu'au **05/29**.  
(Certification de compétence **CPDI4333**)

#### 4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

#### 5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

**L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.**

**L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

##### **Anomalies avérées selon les domaines suivants :**

- L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies
1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité	<p>Le dispositif assurant la coupure d'urgence n'est pas situé à l'intérieur du logement ou dans un emplacement accessible directement depuis le logement.</p> <p>Remarques : L'AGCP (Appareil Général de Commande et de Protection) n'est pas placé à l'intérieur de la partie privative du logement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer un AGCP à l'intérieur de la partie privative du logement</p> <p>Le dispositif assurant la coupure d'urgence est situé dans un emplacement accessible par une trappe.</p> <p>Remarques : L'AGCP (Appareil Général de Commande et de Protection) est placé dans un endroit dont l'accès ne se fait que par une trappe ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de déplacer l'AGCP ou le rendre accessible</p>
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre	<p>Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.</p> <p><b><u>(Cette anomalie fait l'objet d'une mesure compensatoire pour limiter le risque de choc électrique)</u></b></p> <p>Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés</p>

Domaines	Anomalies
	<p>Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre. <b>(Cette anomalie fait l'objet d'une mesure compensatoire pour limiter le risque de choc électrique)</b></p> <p>Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés</p>
3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit	<p>A l'intérieur du tableau, la section d'au moins un conducteur alimentant les dispositifs de protection n'est pas adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement.</p>
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	<p>L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.</p> <p>Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériaux présentant des parties actives nues sous tension</p> <p>L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.</p> <p>Remarques : Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériaux présentant des parties actives nues sous tension</p> <p>Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.</p> <p>Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécaniques sur les conducteurs non protégés</p>

#### **Anomalies relatives aux installations particulières :**

- Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- Piscine privée, ou bassin de fontaine

#### **Informations complémentaires :**

- Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations complémentaires
IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30 \text{ mA}$
	L'ensemble des socles de prise de courant est du type à obturateur
	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.

#### 6. – Avertissement particulier

#### **Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés**

Domaines	Points de contrôle
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Prise de terre	<p>Présence</p> <p>Point à vérifier : Élément constituant la prise de terre approprié</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p>

Domaines	Points de contrôle
	<p>Constitution</p> <p>Point à vérifier : Prises de terre multiples interconnectées même bâtiment.</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p>
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre	<p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Présence d'un conducteur de terre</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Caractéristiques techniques</p> <p>Point à vérifier : Section du conducteur de terre satisfaisante</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de terre, de la liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur la borne ou barrette de terre principale</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Connexions assurés entre les élts conducteurs et/ou canalisations métalliques et la LEP <math>\leq 2</math> ohms</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Caractéristiques techniques</p> <p>Point à vérifier : Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Qualité satisfaisante des connexions visibles du conducteur de liaison équipotentielle principale sur éléments conducteurs</p> <p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Eléments constituant le conducteur principal de protection appropriés</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Continuité</p> <p>Point à vérifier : Continuité satisfaisante du conducteur principal de protection</p> <p>Motifs : Contrôle impossible: prise de terre non visible (cette dernière est située dans les parties communes); Vérifier auprès de la copropriété l'existence d'une prise de terre.</p> <p>Constitution et mise en œuvre</p> <p>Point à vérifier : Eléments constituant les conducteurs de protection appropriés</p> <p>Motifs : Conducteurs de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier les conducteurs de protection partiellement visibles et les remplacer si besoin</p> <p>Caractéristiques techniques</p> <p>Point à vérifier : Section satisfaisante des conducteurs de protection</p> <p>Motifs : Conducteurs de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier les conducteurs de protection partiellement visibles et les remplacer si besoin</p>

Domaines	Points de contrôle
4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	<p>Continuité Point à vérifier : Continuité satisfaisante de la liaison équipotentielle supplémentaire. Motifs : La LES (Liaison Equipotentielle Supplémentaire) n'est pas visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier la LES et la compléter si besoin</p> <p>Caractéristiques techniques Point à vérifier : Section satisfaisante de la partie visible du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire Motifs : La LES (Liaison Equipotentielle Supplémentaire) n'est pas visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier la LES et la compléter si besoin</p> <p>Mise en œuvre Point à vérifier : Qualité satisfaisante des connexions du conducteur de la liaison équipotentielle supplémentaire aux éléments conducteurs et masses Motifs : La LES (Liaison Equipotentielle Supplémentaire) n'est pas visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier la LES et la compléter si besoin</p>

**Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :**
**Néant**
**7. – Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel**

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

**Néant**

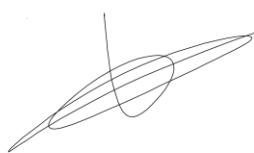
*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE** (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))*

Dates de visite et d'établissement de l'état :

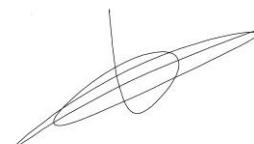
Visite effectuée le : **27/05/2025**

Etat rédigé à **MARSEILLE 03**, le **27/05/2025**

**Par : LE MOIGN**



Cachet de l'entreprise



## 8. – Explications détaillées relatives aux risques encourus

**Objectif des dispositions et description des risques encourus**

**Appareil général de commande et de protection** : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

**Protection différentielle à l'origine de l'installation** : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

**Prise de terre et installation de mise à la terre** : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

**Protection contre les surintensités** : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

**Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence priviliege, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

**Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

**Matériaux électriques présentant des risques de contact direct** : Les matériaux électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériaux électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériaux électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

**Matériaux électriques vétustes ou inadaptés à l'usage** : Ces matériaux électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériaux présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

**Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives** : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

**Piscine privée ou bassin de fontaine** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

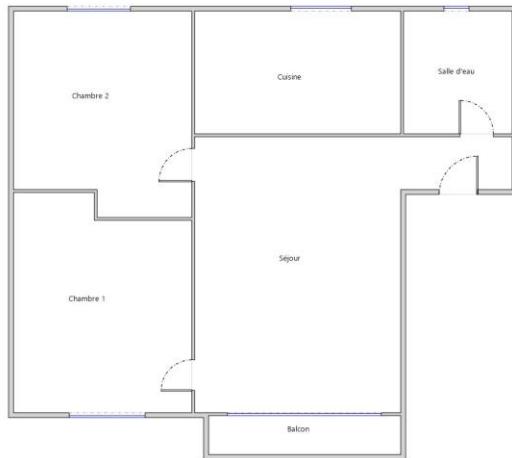
## Informations complémentaires

**Objectif des dispositions et description des risques encourus**

**Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique** : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériaux, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

**Socles de prise de courant de type à obturateurs** : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

**Socles de prise de courant de type à puits** : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

**Annexe - Croquis de repérage****Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)**

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Date de commande : 27/05/2025  
 Valide jusqu'au : 27/11/2025  
 N° de commande : 736097

Commune : Marseille  
 Code postal : 13003  
 Code insee : 13203  
 Lat/Long : 43.312982, 5.37945  
 Altitude : 19.43 m

Vendeur ou Bailleur : HARBOUI  
 Acquéreur ou locataire :

Parcelle(s) :

13203 813 H 144



Niveau n/c Fiche Radon Radon	Niveau 2 Fiche Seisme Seisme	Aucun ENSA / PEB	Non concerné Recul du trait de cote	Fort Sols argileux	Non concerné Old: Débroussaillement		
5 SIS	193 CASIAS	5 ICPE	Mouvement de terrain CONCERNÉ	Inondation NON CONCERNÉ	Feu de forêt NON CONCERNÉ	Risque industriel NON CONCERNÉ	Risques technologiques NON CONCERNÉ

\* A titre informatif

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr) (article R.125-25)

Cliquez sur le lien suivant pour trouver les informations légales, documents de références et annexes qui ont permis la réalisation de ce document.

<https://www.etat-risque.com/s/GGSAS>

Scannez ce QR Code pour vérifier l'authenticité des données contenues dans ce document.



## LES PLANS DE PREVENTIONS NATURELS

Type	Plan de Prevention des Risques			Exposition
Mouvement de terrain	APPROUVÉ Le 27/06/2012	PPRN-RGA - Marseille 2012, Mouvement de terrain		0H 144 <span>oui</span>
	APPROUVÉ Le 27/06/2012	PPRN-RGA - Marseille 2012, Mouvement de terrain - Tassements différentiels		
	APPROUVÉ Le 29/10/2002	PPRN-MVT [ Carrières souterraines ] - Marseille 2002, Mouvement de terrain		
Inondation	APPROUVÉ Le 24/02/2017	PPRN-I - BV Huveaune [ Marseille ] 2017, Inondation		0H 144 <span>Non</span>
	APPROUVÉ Le 24/02/2017	PPRN-I - BV Huveaune [ Marseille ] 2017, Inondation - Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau		
	APPROUVÉ Le 21/06/2019	PPRN-I - BV Aygalades [ Marseille ] 2019, Inondation		
	APPROUVÉ Le 21/06/2019	PPRN-I - BV Aygalades [ Marseille ] 2019, Inondation - Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau		
Feu de forêt	APPROUVÉ Le 22/05/2018	PPRN-IF - Marseille 2018, Feu de forêt		0H 144 <span>Non</span>

## LES PLANS DE PREVENTIONS MINIERS

Type	Plans de Preventions des Risques		Exposition
Cette commune ne dispose d'aucun plan de prevention miniers			

## LES PLANS DE PREVENTIONS TECHNOLOGIQUES

Type	Plans de Preventions des Risques			Exposition
Risque industriel	APPROUVÉ Le 04/11/2013	PPRT - Arkema [ Marseille - St Menet ] 2013, Risque industriel		0H 144 <span>Non</span>
	APPROUVÉ Le 04/11/2013	PPRT - Arkema [ Marseille - St Menet ] 2013, Risque industriel - Effet de surpression		
	APPROUVÉ Le 04/11/2013	PPRT - Arkema [ Marseille - St Menet ] 2013, Risque industriel - Effet toxique		
Risques technologiques	APPROUVÉ Le 04/11/2013	PPRT - Arkema [ Marseille - St Menet ] 2013, Risques technologiques		0H 144 <span>Non</span>

# ETAT DES RISQUES

Adresse de l'immeuble ou numéro de la ou des parcelles concernées	Code postal ou code insee	Nom de la commune
<b>20 SQUARE NATIONAL 13003 MARSEILLE</b> H 144	13003 (13203)	Marseille
<b>Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)</b>		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR <b>NATURELS</b>		
Prescrit <sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> ou anticipé <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé <sup>(3)</sup> <input checked="" type="checkbox"/> ou approuvé et en cours de révision <sup>(4)</sup> <input type="checkbox"/>	Date <input type="text" value="27/06/2012"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<b>Si oui</b> , les risques naturels pris en considération sont liés à : <b>Mouvement de terrain</b>		
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Si oui</b> , les travaux prescrits ont été réalisés		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR <b>NATURELS</b>		
Prescrit <sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> ou anticipé <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé <sup>(3)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé et en cours de révision <sup>(4)</sup> <input type="checkbox"/>	Date <input type="text"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si oui</b> , les risques naturels pris en considération sont liés à :		
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Si oui</b> , les travaux prescrits ont été réalisés		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)</b>		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR <b>MINIERS</b>		
Prescrit <sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> ou anticipé <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé <sup>(3)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé et en cours de révision <sup>(4)</sup> <input type="checkbox"/>	Date <input type="text"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si oui</b> , les risques naturels pris en considération sont liés à :		
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Si oui</b> , les travaux prescrits ont été réalisés		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)</b>		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR <b>TECHNOLOGIQUES</b>		
Prescrit <sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé <sup>(3)</sup> <input type="checkbox"/> ou approuvé et en cours de révision <sup>(4)</sup> <input type="checkbox"/>	Date <input type="text"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si oui</b> , les risques technologiques pris en considération sont liés à : <b>Effet toxique</b> <input type="checkbox"/> <b>ou effet thermique</b> <input type="checkbox"/> <b>ou effet de surpression</b> <input type="checkbox"/>		
> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
> L'immeuble est situé en zone de prescription :		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
- <b>si la transaction concerne un logement</b> , des travaux prescrits ont été réalisés		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
- <b>si la transaction ne concerne pas un logement</b> , l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location <sup>(5)</sup>		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une zone de sismicité classée en :

Zone 1  
Tres faible

Zone 2  
Faible

Zone 3  
Modérée

Zone 4  
Moyenne

Zone 5  
Forte

## Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3

Oui  Non

## Situation de l'immeuble au regard des Obligations Légales de Débroussaillement (OLD)

L'immeuble se situe dans un secteur soumis aux Obligations Légales de Débroussaillement

Oui  Non

## Information relative à la pollution des sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

Oui  Non

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe Naturels, Miniers ou Technologiques

L'immeuble a-t-il donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe Naturels, Miniers ou Technologiques ?

Oui  Non

## Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)

L'immeuble est-il situé sur une commune exposée au recul du trait de côte et listée par le [décret n° 2024-531 du 10 juin 2024 modifiant le décret n° 2022-750 du 29/04/2022](#)? \*

Oui  Non  N/C

L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte identifiée par un document d'urbanisme.

Oui  Non  N/C

Ces documents sont notamment accessibles à l'adresse : [geoportail-urbanisme.gouv.fr](http://geoportail-urbanisme.gouv.fr)

Si oui, l'horizon temporel d'exposition au recul du trait de côte est :

> d'ici à 30 ans  > compris entre 30 et 100 ans  N/C

> L'immeuble est-il concerné par des prescriptions applicables à cette zone ?

Oui  Non  N/C

> L'immeuble est-il concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser ?

Oui  Non  N/C

## Retrait Gonflement des Argiles - Information relative aux travaux non réalisés

Article R125-24 du Code de l'environnement du [Décret n° 2024-82 du 5 février 2024](#)

*"En cas de vente du bien assuré et lorsqu'il dispose du rapport d'expertise qui lui a été communiqué par l'assureur conformément à l'article L. 125-2 du code des assurances, le vendeur joint à l'état des risques la liste des travaux permettant un arrêt des désordres existants non réalisés bien qu'ayant été indemnisés ou ouvrant droit à une indemnisation et qui sont consécutifs à des dommages matériels directs causés par le phénomène naturel de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols survenus pendant la période au cours de laquelle il a été propriétaire du bien."*

L'immeuble est concerné par les critères énoncés dans l'article R125-24 du Code de l'environnement.

Oui  (6) Non

Vendeur / Bailleur	Date / Lieu	Acquéreur / Locataire
Nom <b>HARBOUI</b>	Date <b>27/05/2025</b>	Nom
Signature	Lieu <b>Marseille</b>	Signature

(1) **Prescrit** = PPR en cours d'élaboration à la suite d'un arrêté de prescription.

(2) **Anticipé** = PPR visant les nouveaux immeubles et bien immobiliers et rendu immédiatement opposable par arrêté préfectoral.

(3) **Approuvé** = PPR adopté et annexé au document d'urbanisme.

(4) **Approuvé et en cours de révision** = PPR adopté mais actuellement en cours de modification ou de révision. Il est conseillé de se renseigner sur les éventuelles modifications de prescription.

(5) Information non obligatoire au titre de l'information acquéreur locataire mais fortement recommandée.

(6) Si oui, le vendeur doit joindre à l'état des risques la liste des travaux non encore réalisés.

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, le retrait du trait de côte et les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez les sites Internet : [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr) et [geoportail-urbanisme.gouv.fr](http://geoportail-urbanisme.gouv.fr)

# ETAT DES NUISANCES SONORES AÉRIENNES

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N°	du	Mis à jour le
2. Adresse	Code postal ou Insee	Commune
20 SQUARE NATIONAL 13003 MARSEILLE	13003 (13203)	Marseille

## SITUATION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)

>L'immeuble est situé dans le périmètre d'un **PEB**  Oui  Non

Révisé  Approuvé  Date

Si oui, nom de l'aérodrome :

	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
--	------------------------------	---

>L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation  Oui  Non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés  Oui  Non

## SITUATION DE L'IMMEUBLE AU REGARD DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)

L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

NON  Aucun  zone A<sup>1</sup>  Très forte  zone B<sup>2</sup>  Forte  zone C<sup>3</sup>  modérée  zone D<sup>4</sup>  Faible

<sup>1</sup> (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

<sup>2</sup> (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)

<sup>3</sup> (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisi entre 57 et 55)

<sup>4</sup> (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quaternies A du code général des impôts.(et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture). Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

## DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE PERMETTANT LA LOCALISATION DE L'IMMEUBLE AU REGARD DES NUISANCES PRISENT EN COMPTE

Document de référence :

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportal de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante :<https://www.geoportal.gouv.fr/>

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de :  
peut être consulté à la mairie de la commune de :  
où est sis l'immeuble.

Vendeur ou Bailleur <b>HARBOUI</b>	Date / Lieu 27/05/2025	Acquéreur ou Locataire
---------------------------------------	---------------------------	------------------------

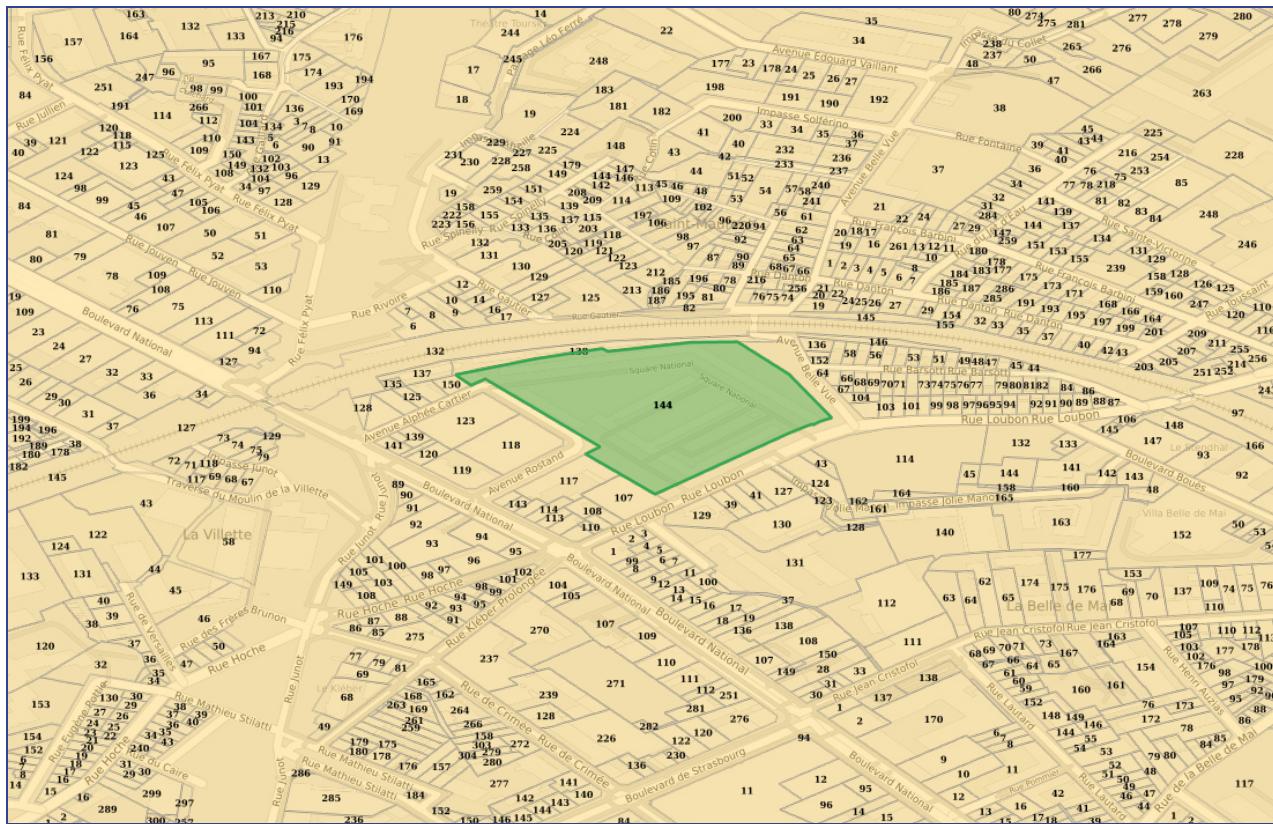
Information sur les nuisances sonores aériennes pour en savoir plus.consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/>

Modèle état des nuisances sonores aériennes

En application de l'article L. 112.11 du code de l'urbanisme

MTES/DGAC/juin 2020

## PPRN - MOUVEMENT DE TERRAIN



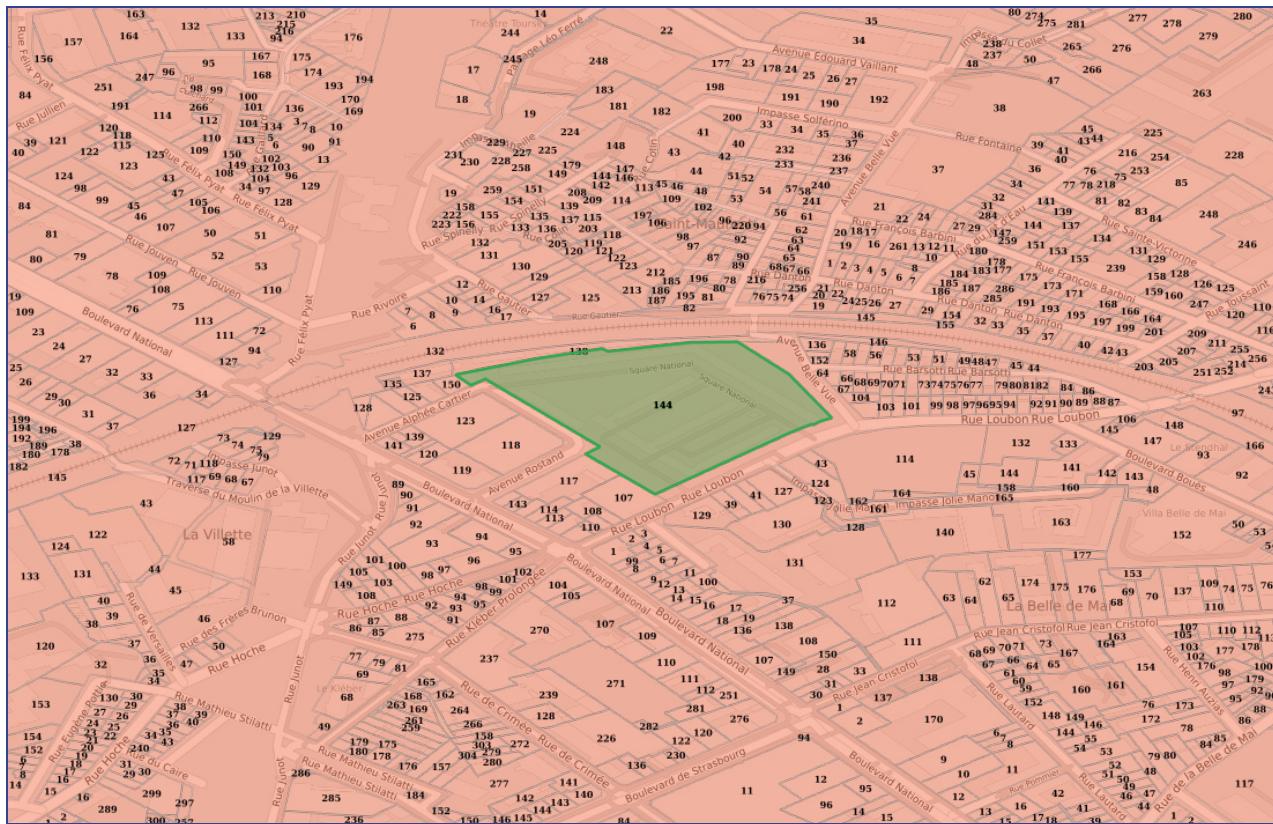
### Zone de risque

PPRN - MOUVEMENT DE TERRAIN - CARRIERES



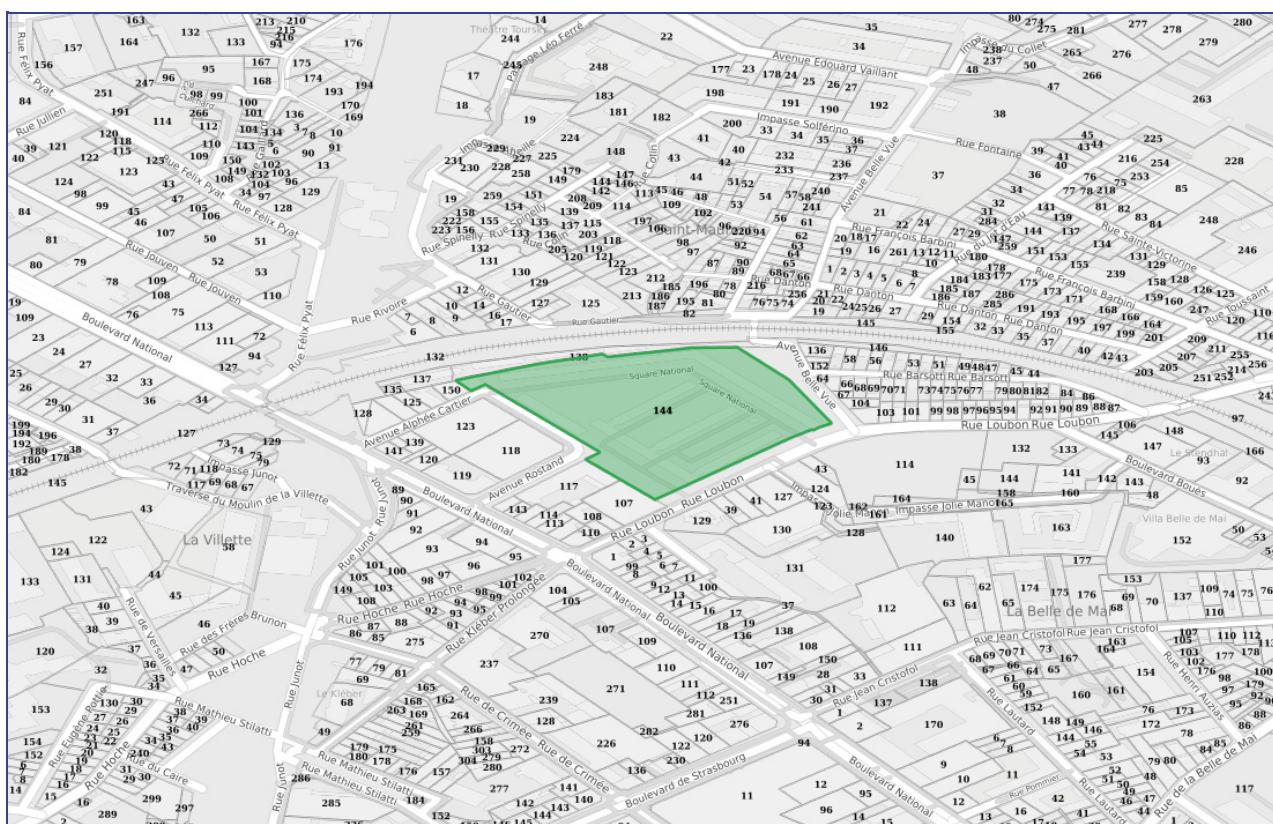
Non concerné

## PPRN - MOUVEMENT DE TERRAIN - ARGILES



Fort

## PPRN - INONDATION



Non concerné



Non concerné

## PPRT - RISQUES TECHNOLOGIQUE



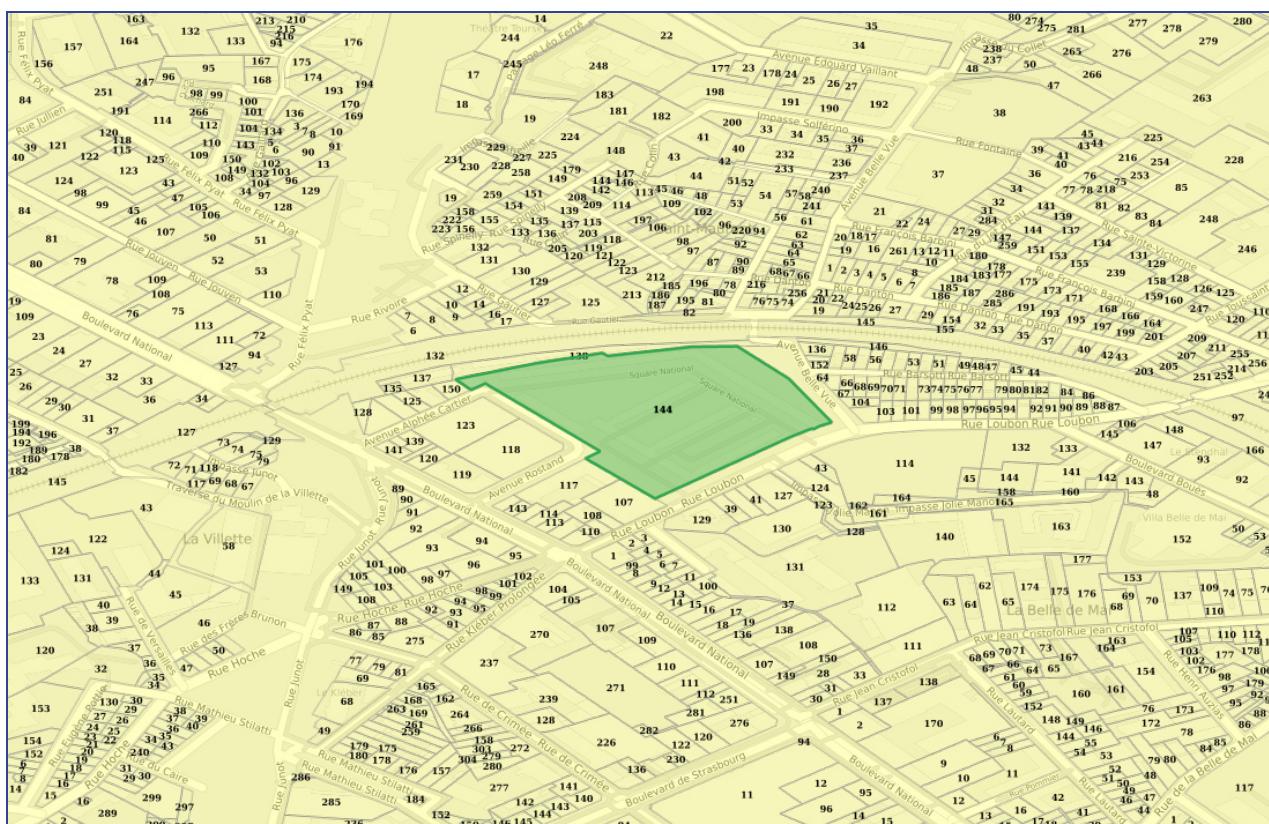
Non concerné

## PPRT - RISQUES TECHNOLOGIQUE



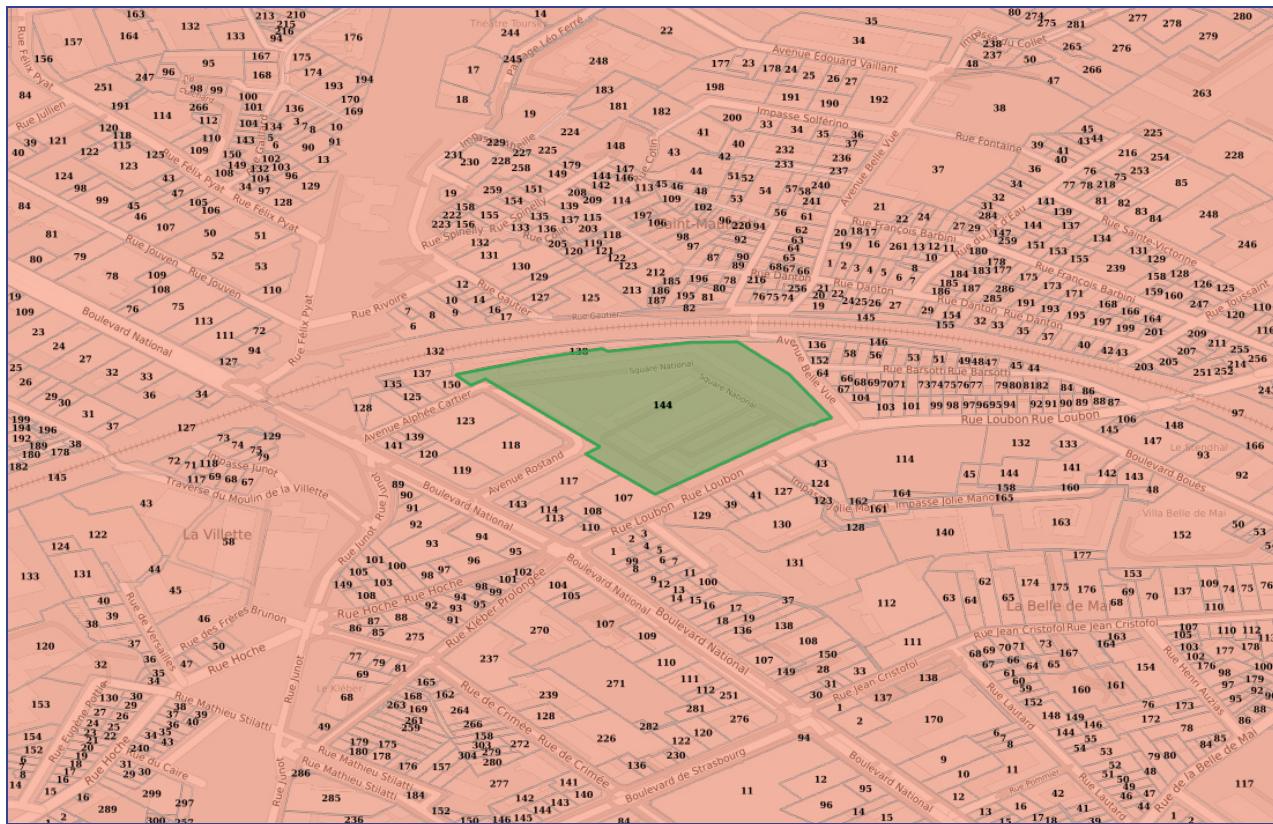
Non concerné

## SEISMES

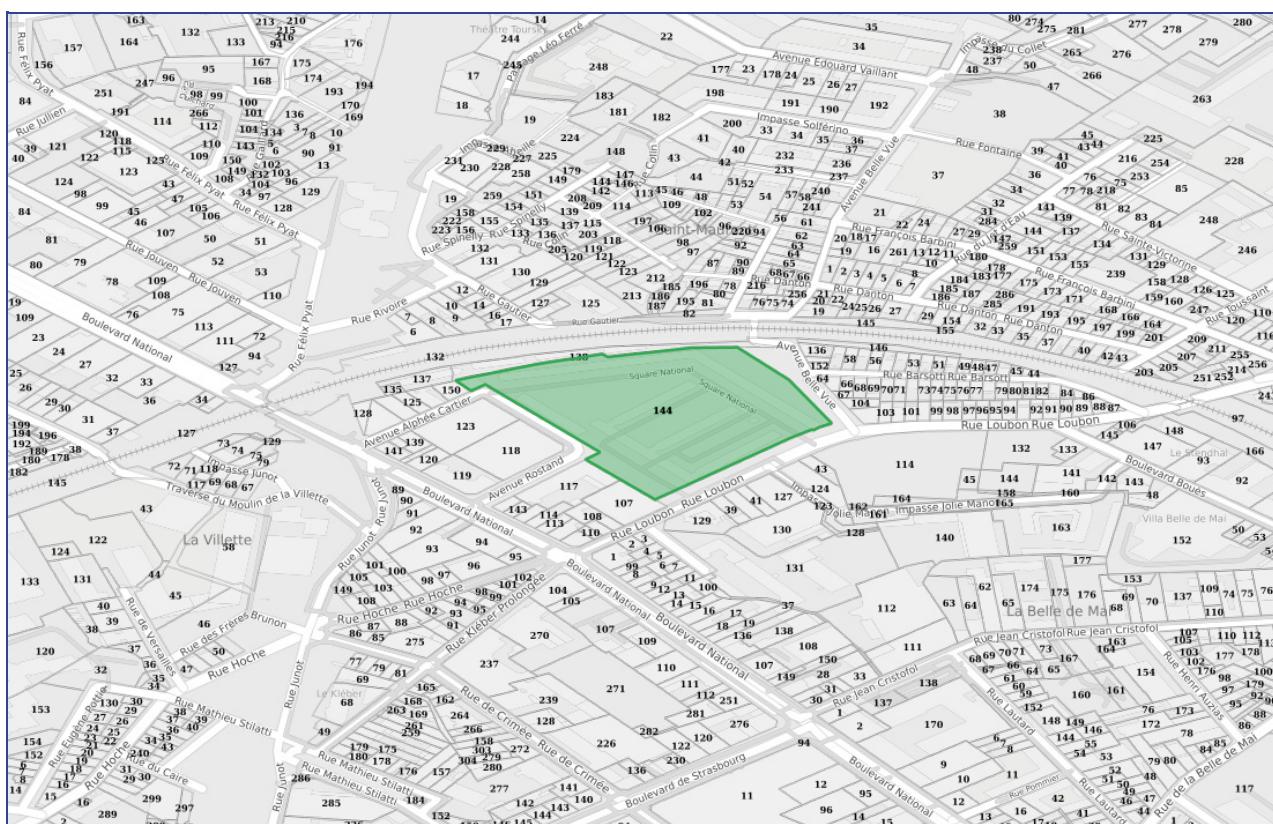


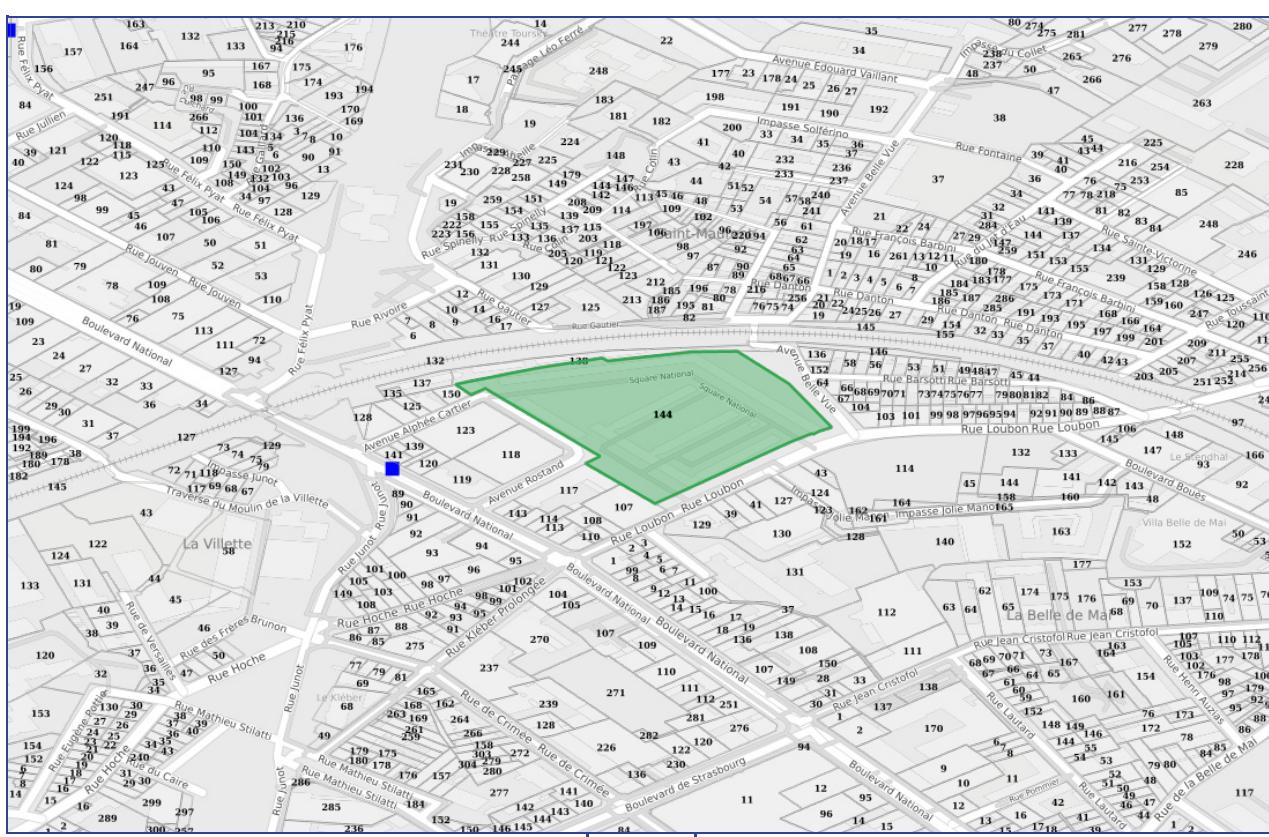
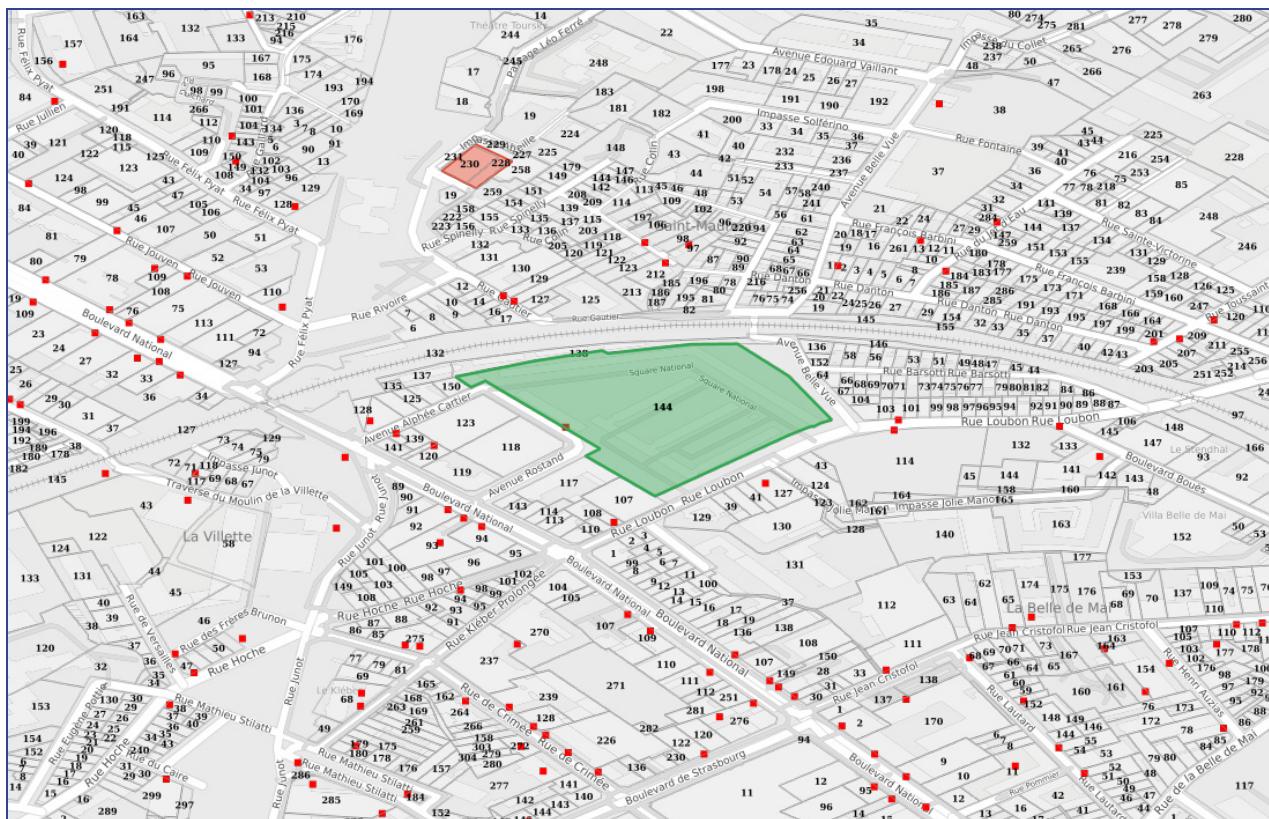
2 - Faible

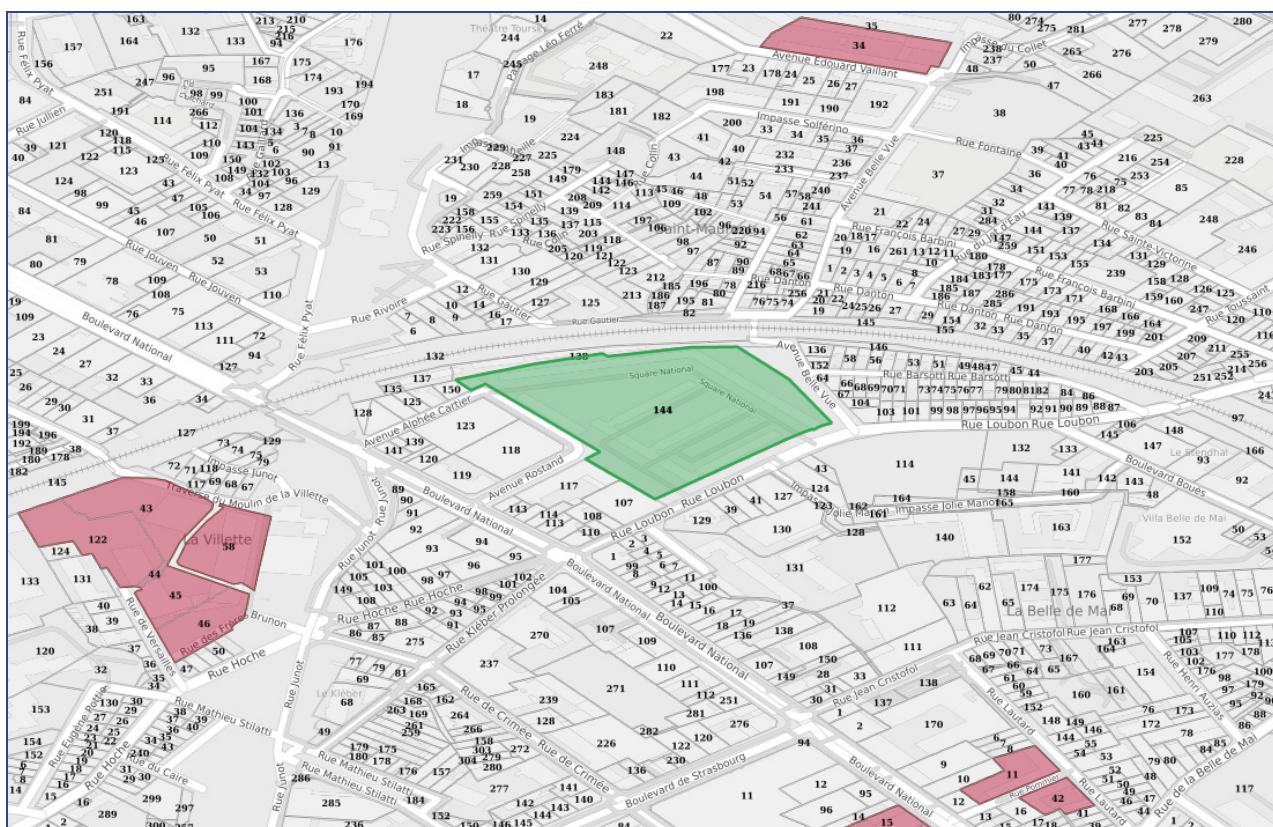
## POTENTIEL RADON



## DÉBROUSSAILLEMENT







SIS

Code	Description	Distance	Fiche
SSP00047870101	Collège public « Versailles »	167 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP00047710101	Ecole primaire Révolution	291 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP00047860101	Ecole maternelle Pommier	317 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP00047660101	Ecole élémentaire National	333 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP00046900101	Compagnie Française des Naphtes	493 Mètres	<a href="#">Détails</a>

CARTE DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES **CASIAS** - À MOINS DE 500 MÈTRES

Code	Description	Distance	Fiche
SSP3984056	(Etat En arrêt) 3 rue Petit Versailles du	0 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989122	(Etat Indéterminé) Garage Alain 24 rue Loubon	29 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984065	(Etat Indéterminé) 9 rue Loubon	34 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984173	(Etat En arrêt) 40 rue Loubon	35 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989537	(Etat En arrêt) Adèle Regazzi 57 rue Loubon	36 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985594	(Etat En arrêt) 5 rue Gautier	60 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985679	(Etat En arrêt) Minoterie St Pierre boulevard National	62 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985778	(Etat En arrêt) 2 avenue Alphée Cartier	62 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992262	(Etat En arrêt) Provence Pièces Autos 302 bis boulevard National	64 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985604	(Etat En arrêt) 3 rue Gautier	67 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985776	(Etat En arrêt) 14 Traverse Bon secours de	82 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989929	(Etat En arrêt) 265 boulevard National	90 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983923	(Etat En arrêt) 267 boulevard National	91 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983894	(Etat Indéterminé) 269 boulevard National	92 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985909	(Etat En arrêt) 1 avenue Belle Vue de	95 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985454	(Etat En arrêt) 9 rue Junot	98 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985346	(Etat En arrêt) Traverse bon secours de	99 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985456	(Etat En arrêt) 9 Traverse Bon Secours de	105 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988197	(Etat En arrêt) Electrolyse Moderne 67 rue Hoche	117 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989528	(Etat Indéterminé) 10 rue Jouven	117 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985541	(Etat Indéterminé) 243 boulevard National	119 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989560	(Etat Indéterminé) 42 rue Loubon	124 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983922	(Etat En arrêt) 6 rue Jet d'Eau du	134 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985544	(Etat En arrêt) 239 boulevard National	135 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985547	(Etat En arrêt) 80 rue Hoche	141 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988791	(Etat En arrêt) 57 rue François Barbini	143 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983980	(Etat En arrêt) 325 boulevard National	150 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989857	(Etat Indéterminé) 33 boulevard Bouës	150 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985889	(Etat Indéterminé) Traverse Chemin de la Villette du et rue Hoche	154 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989564	(Etat Indéterminé) Société Phocéenne des Peintures et des Vernis 327 boulevard National	162 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991222	(Etat Indéterminé) 224 boulevard National	164 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985569	(Etat En arrêt) 324 boulevard National	165 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985684	(Etat Indéterminé) Atelier de tuyautage 64 rue Kléber	166 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983914	(Etat En arrêt) 22 Traverse Vilette, de la	171 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989561	(Etat Indéterminé) Michel et Jean Cazorla 329 bis boulevard National	174 Mètres	<a href="#">Détails</a>

Code	Description	Distance	Fiche
SSP3983983	(Etat Indéterminé) AUX DAMES DE FRANCE 9 rue Jouven	177 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985795	(Etat En arrêt) 225 boulevard National	178 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985532	(Etat En arrêt) 338 boulevard National	186 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985386	(Etat En arrêt) 19 rue Jet d'Eau du	186 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985545	(Etat En arrêt) 31 Traverse Vilette de la	190 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985514	(Etat En arrêt) 312 rue Lyon - ex Grand Ch d'Aix	191 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983798	(Etat En arrêt) 3 rue Toussaint	192 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984437	(Etat En arrêt) 220 boulevard National	195 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985522	(Etat Indéterminé) 9 rue Jouvent	196 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988342	(Etat Indéterminé) 91 rue Kléber	197 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989436	(Etat Indéterminé) 13 rue de la République	200 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985869	(Etat En arrêt) 339 boulevard National	201 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988527	(Etat Indéterminé) 160 rue Crimée (de)	201 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985961	(Etat En arrêt) 218 boulevard National	202 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985369	(Etat En arrêt) 12 rue Toussaint	206 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984480	(Etat En arrêt) Traverse MOULIN du	213 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984020	(Etat En arrêt) 215 boulevard National	214 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3990070	(Etat En arrêt) 228 boulevard National	214 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985493	(Etat En arrêt) 7 rue Jean Cristophol	214 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985564	(Etat En arrêt) 261 boulevard National	223 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989019	(Etat En arrêt) 17 rue Jean Cristofol	224 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989566	(Etat Indéterminé) SA CIDAP 150 bis rue Crimée (de la)	225 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985607	(Etat En arrêt) 17 rue Jean Cristofol	225 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991221	(Etat En arrêt) 47 rue Crimée (de)	229 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985347	(Etat En arrêt) 16 rue Toussaint de	231 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985428	(Etat En arrêt) 44 rue Lautard	234 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983805	(Etat Indéterminé) 20 rue Jouven	235 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985618	(Etat En arrêt) 34 Traverse Moulin de la Vilette du	238 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3986523	(Etat En arrêt) 146 rue Crimée de	239 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985400	(Etat En arrêt) 343 boulevard National	242 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984148	(Etat En arrêt) 354 boulevard National	243 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985615	(Etat En arrêt) 36 Traverse Moulin de la Vilette du	243 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985789	(Etat En arrêt) 6 rue Jean Cristofol	245 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985548	(Etat En arrêt) 142 rue Crimée de	246 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985473	(Etat En arrêt) 46 rue Félix Pyat	246 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988954	(Etat En arrêt) Garage National 206 boulevard National	251 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985621	(Etat En arrêt) 52 rue Kléber	253 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985344	(Etat En arrêt) 9 rue Caussemille	257 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983926	(Etat En arrêt) 93 boulevard Strasbourg de	259 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984144	(Etat En arrêt) 138 rue Crimée de	260 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985952	(Etat En arrêt) 149 rue Crimée de	260 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992168	(Etat Indéterminé) Déchetterie de Marseille Junot 39 rue Hoche	261 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983944	(Etat En arrêt) 35 avenue Belle Vue	264 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984167	(Etat En arrêt) VILETTE AUTO 45 Traverse Moulin de la Vilette du	264 Mètres	<a href="#">Détails</a>

Code	Description	Distance	Fiche
SSP3985343	(Etat En arrêt) 48 rue Kléber	264 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985553	(Etat En arrêt) 8 rue Guichard	269 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983801	(Etat En arrêt) rue Cristofol	272 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985861	(Etat En arrêt) 1 rue Caussemille	274 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984211	(Etat En arrêt) Relais de Crimée (1968) 136 rue Crimée de	277 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985334	(Etat Indéterminé) 12 boulevard Bouës	278 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983822	(Etat En arrêt) 360 boulevard National	279 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985936	(Etat En arrêt) 114 rue Loubon	280 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984048	(Etat En arrêt) 99 rue Loubon	280 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988772	(Etat En arrêt) 143 rue Crimée (de)	281 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985517	(Etat En arrêt) 7 rue Caussemille	283 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984032	(Etat En arrêt) 200 boulevard National	284 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984485	(Etat Indéterminé) Traverse Juifs des et rue Jacquand	286 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985570	(Etat En arrêt) rue Kléber	298 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988431	(Etat En arrêt) 2 rue Versaille	298 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985706	(Etat En arrêt) 46 rue Jean Cristofol - ex rue Guérin	301 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983956	(Etat En arrêt) 30 rue Jouven et 65 à 69 rue Félix Pyat	302 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985392	(Etat En arrêt) 118 rue Loubon	303 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985342	(Etat Indéterminé) 31 rue Hoche	303 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989400	(Etat En arrêt) Luc Alexandre rue Henri Augias	305 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985695	(Etat En arrêt) rue Henri Auzias - ex rue Saint Régis	307 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984439	(Etat En arrêt) 50 rue Jean Cristofol, ex rue GUERIN	310 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985534	(Etat En arrêt) 367 boulevard National	311 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985694	(Etat En arrêt) 184 boulevard National	312 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985585	(Etat En arrêt) Garage LAUTARD 199 boulevard National	314 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3986468	(Etat En arrêt) 50 Traverse Moulin de la Villette du	316 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985968	(Etat Indéterminé) 378 boulevard National	317 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984050	(Etat En arrêt) USINE TOY RIANT 13 rue Henri Auzias	320 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985765	(Etat En arrêt) 11 rue Mathieu Stilatti	326 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983883	(Etat En arrêt) 195 boulevard National	329 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985536	(Etat En arrêt) 87 grand ch d'Aix	330 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985856	(Etat En arrêt) 73 boulevard Strasbourg de	332 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983911	(Etat En arrêt) rue Lautard	333 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985431	(Etat En arrêt) 62 boulevard Strasbourg de	333 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985605	(Etat En arrêt) 20 rue Lautard	334 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985963	(Etat En arrêt) 127 grand chemin d'Aix	335 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983524	(Etat Indéterminé) 16 rue Julien	340 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985897	(Etat En arrêt) 375 boulevard National	342 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985962	(Etat En arrêt) 35 rue Mathieu Stilatti	343 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989375	(Etat En arrêt) SA Phocéenne Automobiles 182 boulevard National	344 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991972	(Etat Indéterminé) centre administratif de la poste 5 rue Mathieu Stilatti // centre administratif de la poste	350 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992040	(Etat Indéterminé) Saint Mauront 83 avenue Félix PYAT	351 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985871	(Etat En arrêt) rue Toussaint	351 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985877	(Etat En arrêt) 5 rue Mathieu Stilatti	352 Mètres	<a href="#">Détails</a>

Code	Description	Distance	Fiche
SSP3985582	(Etat En arrêt) 377 boulevard National	359 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984195	(Etat En arrêt) 61 rue Belle de Mai	361 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985469	(Etat Indéterminé) 12 rue Lautard	362 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989407	(Etat Indéterminé) Garage des Nations boulevard National	366 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985524	(Etat En arrêt) Garage des Nations 381 boulevard National	368 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985874	(Etat En arrêt) 3 rue Henri Auzias	374 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983802	(Etat Indéterminé) 18 rue Amidonnerie de l'	377 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983809	(Etat Indéterminé) 4 Chemin Bas Caret du	378 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983792	(Etat En arrêt) 2 rue Caire du	388 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985612	(Etat En arrêt) 50 avenue Roger Salengro	391 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985959	(Etat En arrêt) Tannerie Julien 386 boulevard National	399 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992355	(Etat Indéterminé) 138 rue Loubon	401 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3986497	(Etat Indéterminé) boulevard Révolution de la	404 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984440	(Etat En arrêt) 48 avenue Roger Salengro	407 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985457	(Etat En arrêt) 166 boulevard National	408 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985510	(Etat En arrêt) 385 boulevard National	409 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985542	(Etat Indéterminé) 402 boulevard National	414 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985704	(Etat En arrêt) 18 rue Bons voisins des	416 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988348	(Etat Indéterminé) 40 rue Auphan	423 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991376	(Etat Indéterminé) 35 avenue Roger Salengro	424 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989138	(Etat Indéterminé) Garage AUPHAN 16 rue Auphan	426 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991375	(Etat Indéterminé) 35 boulevard Salengro	426 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985640	(Etat En arrêt) 6 Impasse Ouest de l'	432 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988187	(Etat Indéterminé) 137 boulevard PLOMBIERES DE	433 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984213	(Etat Indéterminé) STATION SERVICE TOTAL 376 boulevard National	435 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983892	(Etat Indéterminé) Station de la Villette (1967) 27 avenue Roger Salengro	437 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3991219	(Etat Indéterminé) 76 avenue Roger Salengro	438 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985494	(Etat Indéterminé) boulevard Guichard, rue Modeste	440 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985891	(Etat En arrêt) 13 rue Belle de Mai	444 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983988	(Etat En arrêt) 43 rue Roger Salengro	444 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985433	(Etat En arrêt) 24 avenue Roger Salengro - ex av d'Arenc	446 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984192	(Etat En arrêt) 65 rue Clovis Hugues	450 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985676	(Etat En arrêt) 154 rue Loubon	452 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985907	(Etat En arrêt) 35 rue Auphan	459 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985587	(Etat En arrêt) 10 rue Auphan	460 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984447	(Etat En arrêt) 91 boulevard Plombière de	461 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985666	(Etat En arrêt) 4 rue Auphan	467 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989861	(Etat Indéterminé) 39 rue Kléber	467 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984443	(Etat En arrêt) 21 rue Auphan	468 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985632	(Etat En arrêt) 63 avenue Arenc d' et 38 à 44, rue de ruffi	469 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984049	(Etat Indéterminé) 104 boulevard Plombières de	470 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985393	(Etat En arrêt) boulevard Roux de	470 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984139	(Etat En arrêt) 15 rue Auphan	473 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984141	(Etat Indéterminé) STATION SERVICE TOTAL 83 boulevard Plombières de	475 Mètres	<a href="#">Détails</a>

Code	Description	Distance	Fiche
SSP3983837	(Etat En arrêt) 2 rue Désiré Clary	478 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985360	(Etat En arrêt) 125 boulevard Plombières de	480 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985549	(Etat En arrêt) 31 rue Aix d' et 36 rue Kléber	480 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985956	(Etat En arrêt) 5 rue Desaix	481 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985827	(Etat En arrêt) 418 boulevard National	481 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984000	(Etat Indéterminé) 185 boulevard Plombières de	483 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989520	(Etat Indéterminé) 102 avenue Roger Salengro	488 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985525	(Etat Indéterminé) 4 rue Desaix	488 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985630	(Etat En arrêt) 77 avenue Roger Salengro - ex av d'Arenc	489 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985743	(Etat En arrêt) La Bitumine 111 boulevard Plombières de	491 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3987733	(Etat Indéterminé) Fiche. 33 inventaire MPM 102 boulevard Plombières de	491 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984438	(Etat Indéterminé) 32 rue Ruffi de	492 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989869	(Etat En arrêt) 26 rue Ruffi	493 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985830	(Etat Indéterminé) 34 avenue Thèze de la	495 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3983905	(Etat En arrêt) RUFFI PEINTURE 30 rue Ruffi de	497 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984107	(Etat En arrêt) 50 rue Ruffi de	497 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985410	(Etat En arrêt) 1 boulevard Boyer	499 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984202	(Etat En arrêt) 54 rue Clovis Hughes	500 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985704	(Etat En arrêt) 18 rue Bons voisins des	175 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3989138	(Etat Indéterminé) Garage AUPHAN 16 rue Auphan	390 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3988348	(Etat Indéterminé) 40 rue Auphan	412 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985666	(Etat En arrêt) 4 rue Auphan	427 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3985587	(Etat En arrêt) 10 rue Auphan	428 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992615	(Etat En arrêt) 42 boulevard Charpentier	449 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3984139	(Etat En arrêt) 15 rue Auphan	469 Mètres	<a href="#">Détails</a>
SSP3992167	(Etat Indéterminé) 38 rue des Industrieux	489 Mètres	<a href="#">Détails</a>

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT **ICPE** - À MOINS DE 500 MÈTRES

Code	Description	Distance	Fiche
0006406764	PROVENCE PIECES AUTO	85 Mètres	<a href="#">Détails</a>
0006402237	INTERXION	363 Mètres	<a href="#">Détails</a>
0006402235	FRANCE TELECOM	429 Mètres	<a href="#">Détails</a>
0006413753	Total Marketing France	466 Mètres	<a href="#">Détails</a>
0006400714	AUPHAN GARAGE	475 Mètres	<a href="#">Détails</a>

Adresse de l'immeuble  
20 SQUARE NATIONAL 13003 MARSEILLE  
13003 Marseille

## Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

## Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases OUI ou NON si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Code NOR	Catastrophe naturelle	Date de début - fin	Publication au J.O	Indemnisation ?
INTE2501371A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 07/10/2024 au 07/10/2024	05/02/2025	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE2433751A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 03/09/2024 au 03/09/2024	20/12/2024	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOME2415881A	Sécheresse	Du 01/04/2023 au 30/06/2023	02/07/2024	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOME2308745A	Sécheresse	Du 01/04/2022 au 30/09/2022	03/05/2023	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOME2226252A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 16/08/2022 au 16/08/2022	11/10/2022	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOME2218165A	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	Du 31/05/2021 au 29/09/2021	25/07/2022	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE2130679A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 03/10/2021 au 05/10/2021	17/10/2021	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE2019261A	Sécheresse	Du 01/07/2019 au 30/09/2019	03/09/2020	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE1931207A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 22/10/2019 au 23/10/2019	31/10/2019	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE1818803A	Sécheresse	Du 01/07/2017 au 30/09/2017	27/07/2018	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE1719708A	Sécheresse	Du 01/07/2016 au 30/09/2016	01/09/2017	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE1304305A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 10/11/2012 au 11/11/2012	28/02/2013	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE1304305A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 26/10/2012 au 26/10/2012	28/02/2013	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0926748A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 16/09/2009 au 16/09/2009	14/11/2009	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0924280A	Sécheresse	Du 01/01/2008 au 31/03/2008	21/10/2009	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0908935A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 14/12/2008 au 14/12/2008	22/04/2009	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0819658A	Sécheresse	Du 01/01/2007 au 31/03/2007	13/08/2008	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0819658A	Sécheresse	Du 01/07/2007 au 30/09/2007	13/08/2008	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0814202A	Sécheresse	Du 01/01/2004 au 31/03/2004	14/06/2008	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0814202A	Sécheresse	Du 01/01/2005 au 31/03/2005	14/06/2008	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
IOCE0814202A	Sécheresse	Du 01/01/2006 au 31/03/2006	14/06/2008	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0500017A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 12/09/2004 au 12/09/2004	01/02/2005	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0400656A	Sécheresse	Du 01/01/2002 au 30/06/2002	26/08/2004	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0300740A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 01/12/2003 au 02/12/2003	13/12/2003	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0000771A	Sécheresse	Du 01/01/1992 au 30/06/1993	29/12/2000	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0000771A	Sécheresse	Du 01/01/1998 au 30/06/1998	29/12/2000	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0000626A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 19/09/2000 au 19/09/2000	22/11/2000	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE0000117A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 20/10/1999 au 21/10/1999	19/03/2000	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9800515A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 07/09/1998 au 07/09/1998	13/01/1999	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9800067A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 06/10/1997 au 06/10/1997	28/03/1998	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600421A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 26/08/1996 au 26/08/1996	17/10/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Code NOR	Catastrophe naturelle	Date de début - fin	Publication au J.O	Indemnisation ?
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/06/1994 au 30/06/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/01/1994 au 31/01/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/09/1994 au 30/09/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/02/1994 au 28/02/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/08/1994 au 31/08/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9600255A	Mouvement de Terrain	Du 01/10/1994 au 31/10/1994	09/07/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9500748A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 21/08/1995 au 23/08/1995	28/01/1996	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9300574A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 22/09/1993 au 24/09/1993	12/10/1993	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9300038A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 24/06/1992 au 24/06/1992	27/02/1993	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9300001A	Sécheresse	Du 01/05/1989 au 31/12/1991	07/02/1993	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9200458A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 13/10/1991 au 14/10/1991	15/10/1992	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9200405A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 25/09/1991 au 26/09/1991	23/08/1992	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9200405A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 12/09/1991 au 12/09/1991	23/08/1992	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE9000003A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 10/09/1989 au 11/09/1989	07/02/1990	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE8900295A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 25/02/1989 au 26/02/1989	21/06/1989	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE8900202A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 05/10/1988 au 05/10/1988	13/05/1989	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE8800010A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 14/01/1987 au 14/01/1987	16/01/1988	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
INTE8800010A	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 11/01/1987 au 11/01/1987	16/01/1988	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
NOR19861211	Inondations et/ou Coulées de Boue	Du 26/08/1986 au 27/08/1986	09/01/1987	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
NOR19821118	Tempête	Du 06/11/1982 au 10/11/1982	19/11/1982	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Cachet / Signature du vendeur ou du bailleur

	Etablie le <b>27/05/2025</b>
	Nom du vendeur ou du bailleur : <b>HARBOUI</b>
	Nom de l'acquéreur ou du locataire :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie ou sur internet ([www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr))

**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

rrrr

15 rue Delille, 13001  
Marseille  
Tél. : 0612132999  
Fax : julienlemoign@hotmail.com  
Email : julienlemoign@hotmail.com

## **Demande d'information pour la réalisation du DPE**

Numéro de dossier : 25/DIAG/0765  
Référence règlementaire : Arrêté du 31 mars 2021

Marseille, le 27/05/2025

**Réf. Dossier :** 25/DIAG/0765 - M. HARBOUI

Madame, Monsieur

Nous avons été mandatés afin de réaliser le **Diagnostic de Performance Energétique** de son bien situé **20 SQUARE NATIONAL, BAT C, 13003 MARSEILLE 03, Lot numéro : NC, 3EME GAUCHE.**

Vous trouverez ci-joint un tableau regroupant les informations dont nous avons besoin pour la réalisation de notre mission.

Nous vous remercions de bien vouloir nous adresser par retour (courrier, fax ou mail) ces documents afin de nous permettre de rédiger notre rapport de diagnostic.

En vous remerciant par avance de votre réactivité, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

**JULIEN LE MOIGN**  
LE MOIGN

Marseille, le 27/05/2025

**JULIEN LE MOIGN**

LE MOIGN  
15 rue Delille  
13001 Marseille

**Documents demandés pour le dossier 25/DIAG/0765 :**

	Maison Individuelle	Immeuble collectifs
<b>Informations générales</b>		
Coordonnées propriétaire des installations communes ou syndic		X
Plans de la maison, de l'appartement, de l'immeuble	X	X
Année de construction du bien (impôt, acte notarié, ...)	X	X
Taxe d'habitation	X	

**Informations techniques**

Documents techniques des matériaux installés s'ils sont joignables au bien (via une facture associée, ...)	X	X
Ancien DPE et documents associés (informatif)	X	X
Étude thermique initiale (si réalisée)	X	X
Diagnostic thermique du bien (si réalisé)	X	X
Factures des travaux réalisés ces 20 dernières années (si travaux réalisés)	X	X
Justificatif crédit d'impôt (si travaux réalisés)	X	X

**Informations des équipements (Chaussages, ECS, ventilation)**

Surface habitable de la maison individuelle	X	
Surface habitable de l'immeuble et des appartements		X (si installations collectives)
Description des installations de la maison ou de l'appartement	X	X (si installations individuelles)
Descriptif des installations collectives de l'immeuble		X
Nombre de niveaux concernés par les installations de chauffages / ECS	X	X
Justificatifs d'entretien des installations	X	X

Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

JULIEN LE MOIGN  
LE MOIGN

# DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : 2513E17602490

Etabli le : 27/05/2025

Valable jusqu'au : 26/05/2035

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économique en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

Aperçu non disponible

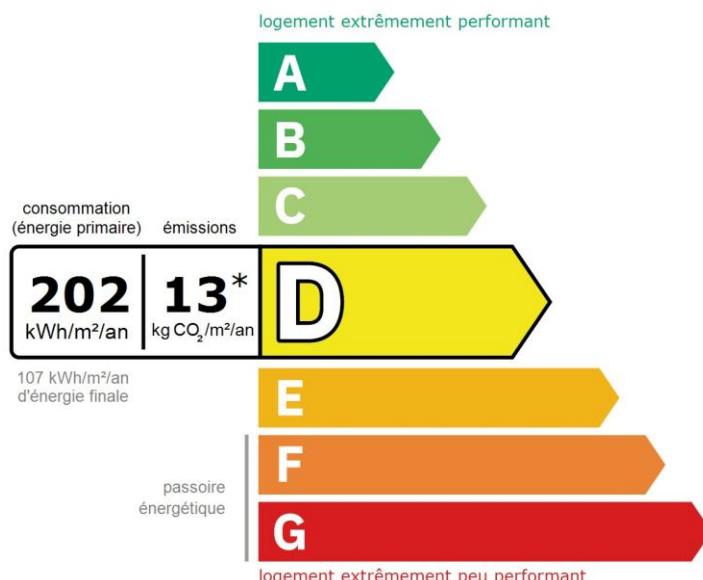


Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C  
13003 MARSEILLE 03  
3EME GAUCHE**

Type de bien : Appartement  
Année de construction : 1948 - 1974  
Surface de référence : **47,9 m<sup>2</sup>**

Propriétaire : **M. HARBOUI**  
Adresse : **20 SQUARE NATIONAL, BAT C 13003 MARSEILLE 03**

## Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.  
Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6

\* Dont émissions de gaz à effet de serre

peu d'émissions de CO<sub>2</sub>

**C** **13** kg CO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>/an

**D** **E** **F** **G**

émissions de CO<sub>2</sub> très importantes

Ce logement émet 653 kg de CO<sub>2</sub> par an, soit l'équivalent de 3 385 km parcourus en voiture.

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre **860 €** et **1 210 €** par an

Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p. 3

### Informations diagnostiqueur

**JULIEN LE MOIGN**

15 rue Delille  
13001 Marseille  
tel : 0612132999

Diagnostiqueur : **LE MOIGN**

Email : **julienlemoign@hotmail.com**

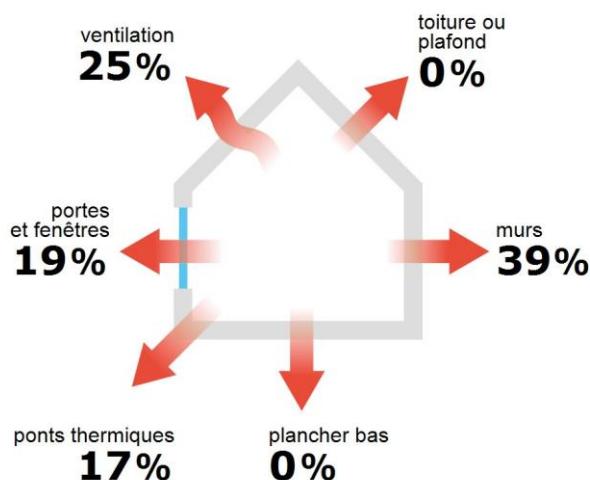
N° de certification : **CPDI4333**

Organisme de certification : **I.Cert**

 **LICIEL**

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE : Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page « Contacts » de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

## Schéma des déperditions de chaleur



## Performance de l'isolation

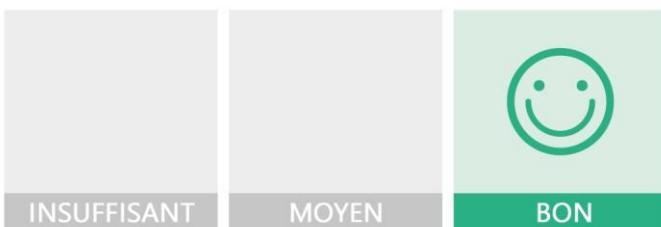


## Système de ventilation en place



Ventilation naturelle par conduit

## Confort d'été (hors climatisation)\*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



bonne inertie du logement



logement traversant



fenêtres équipées de volets extérieurs

## Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



panneaux solaires photovoltaïques



chauffe-eau thermodynamique

panneaux solaires thermiques



géothermie



réseau de chaleur ou de froid vertueux



chauffage au bois

\*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

## Montants et consommations annuels d'énergie

Usage	Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses
thermometer icon chauffage	Electricité 7 801 (3 392 é.f.)	entre 670 € et 920 €	77 %
faucet icon eau chaude	Gaz Naturel 1 670 (1 670 é.f.)	entre 180 € et 260 €	21 %
fan icon refroidissement			0 %
lightbulb icon éclairage	Electricité 209 (91 é.f.)	entre 10 € et 30 €	2 %
fan icon auxiliaires			0 %
<b>énergie totale pour les usages recensés :</b>	<b>9 680 kWh (5 152 kWh é.f.)</b>	<b>entre 860 € et 1 210 € par an</b>	<b>Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous</b>

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 96ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



### Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -26% sur votre facture **soit -273€ par an**

#### Astuces

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



### Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

#### Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



### Consommation recommandée → 96ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

#### Astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.



En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : [france-renov.gouv.fr](http://france-renov.gouv.fr)

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

## Vue d'ensemble du logement

	description	isolation
 Murs	Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm non isolé donnant sur l'extérieur / Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm non isolé donnant sur des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur / Inconnu (à structure lourde) donnant sur des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur / Inconnu (à structure lourde) donnant sur un local chauffé	insuffisante
 Plancher bas	Dalle béton donnant sur un local chauffé	Sans objet
 Toiture/plafond	Dalle béton donnant sur un local chauffé	Sans objet
 Portes et fenêtres	Portes-fenêtres battantes pvc, double vitrage / Fenêtres fixes pvc, double vitrage / Fenêtres battantes pvc, double vitrage / Porte(s) bois opaque pleine	moyenne

## Vue d'ensemble des équipements

	description
 Chauffage	Convector électrique NFC, NF** et NF*** avec programmateur pièce par pièce (système individuel)
 Eau chaude sanitaire	Chauffe-eau gaz à production instantanée installé entre 2001 et 2015
 Climatisation	Néant
 Ventilation	Ventilation naturelle par conduit
 Pilotage	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température

## Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	type d'entretien
 Chauffe-eau	Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C).
 Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
 Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
 Radiateur	Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.
 Ventilation	Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

## Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 1 avant le pack 2). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

### Les travaux essentiels

Montant estimé : 6800 à 10100€

Lot

Description

Performance recommandée



Mur

Isolation des murs par l'intérieur.  
Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.

 $R > 4,5 \text{ m}^2.\text{K/W}$ 

Chauffage

Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera sensiblement).

SCOP = 4

2

### Les travaux à envisager

Montant estimé : 8500 à 12700€

Lot

Description

Performance recommandée



Portes et fenêtres

Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée.  
 ▲ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété  
 ▲ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme

 $U_w = 1,3 \text{ W/m}^2.\text{K}, S_w = 0,42$ 

Eau chaude sanitaire

Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur.

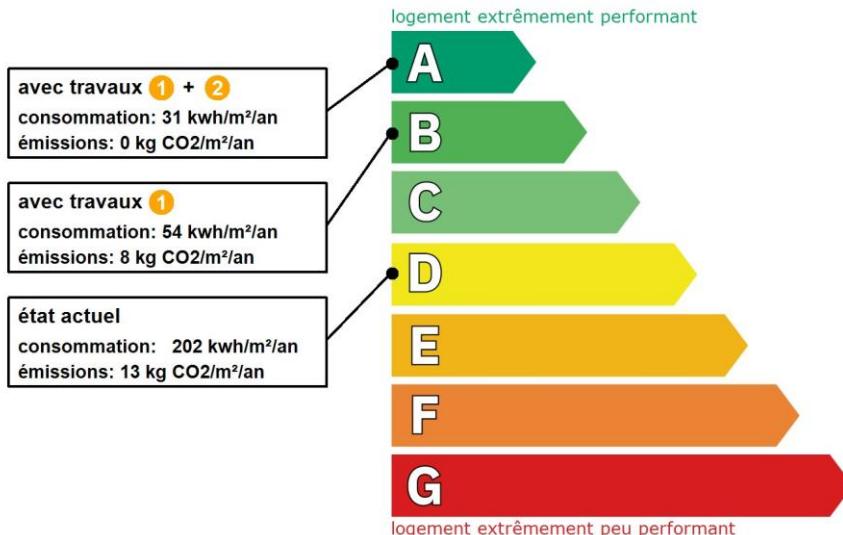
COP = 3

### Commentaires :

Néant

## Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

### Évolution de la performance après travaux



#### Préparez votre projet !

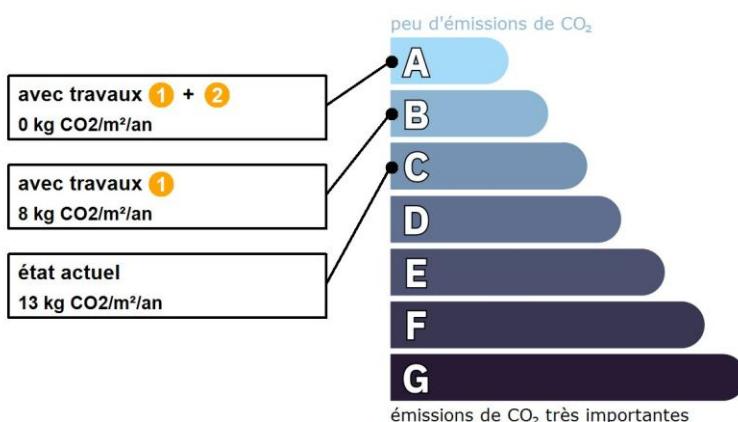
Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans : <https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr>

ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux : <https://france-renov.gouv.fr/aides>



#### Dont émissions de gaz à effet de serre



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

## Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiquée renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur BBS Slama: 2024.6.1.0]**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Néant

Référence du DPE : **25/DIAG/0765**

Date de visite du bien : **27/05/2025**

Invariant fiscal du logement : **N/A**

Référence de la parcelle cadastrale : **Section cadastrale : NC, Parcelle(s) n° : NC**

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**

Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

**La surface de référence** d'un logement est la surface habitable du logement au sens de l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, à laquelle sont ajoutées les surfaces des vérandas chauffées ainsi que les surfaces des locaux chauffés pour l'usage principal d'occupation humaine, d'une hauteur sous plafond d'au moins 1,80 mètres.

### Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant

### Liste des documents demandés et non remis :

Plans du logement  
Plan de masse  
Diag Carrez/Boutin  
Taxe d'habitation  
Relevé de propriété  
Règlement de copropriété  
Descriptifs des équipements collectifs - Syndic  
Descriptifs des équipements individuels - Gestionnaire  
Contrat entretien des équipements  
Notices techniques des équipements  
Permis de construire  
Etude thermique réglementaire  
Infiltrometrie  
Rapport mentionnant la composition des parois  
Factures de travaux  
Photographies des travaux  
Justificatifs Crédit d'impôt  
Déclaration préalable des travaux de rénovation  
Cahier des charges / Programme de travaux

## Généralités

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	🔍 Observé / mesuré	13 Bouches du Rhône
Altitude	🔍 Donnée en ligne	23 m
Type de bien	🔍 Observé / mesuré	Appartement
Année de construction	≈ Estimé	1948 - 1974
Surface de référence du logement	🔍 Observé / mesuré	47,9 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux du logement	🔍 Observé / mesuré	1
Hauteur moyenne sous plafond	🔍 Observé / mesuré	2,5 m

## Enveloppe

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
-----------------	----------------------	-------------------

<b>Mur 1 Nord</b>	Surface du mur	🔍 Observé / mesuré	15,26 m <sup>2</sup>
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériaux mur	🔍 Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	🔍 Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	non
<b>Mur 2 Sud</b>	Surface du mur	🔍 Observé / mesuré	9,61 m <sup>2</sup>
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériaux mur	🔍 Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	🔍 Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	non
<b>Mur 3 Sud</b>	Surface du mur	🔍 Observé / mesuré	0,6 m <sup>2</sup>
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	🔍 Observé / mesuré	20 m <sup>2</sup>
	Etat isolation des parois Aiu	🔍 Observé / mesuré	non isolé
	Surface Aue	🔍 Observé / mesuré	7 m <sup>2</sup>
<b>Mur 4 Est</b>	Etat isolation des parois Aue	🔍 Observé / mesuré	non isolé
	Matériaux mur	🔍 Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	🔍 Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	non
	Surface du mur	🔍 Observé / mesuré	8,25 m <sup>2</sup>
<b>Mur 5 Est</b>	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	🔍 Observé / mesuré	20 m <sup>2</sup>
	Etat isolation des parois Aiu	🔍 Observé / mesuré	non isolé
	Surface Aue	🔍 Observé / mesuré	7 m <sup>2</sup>
	Etat isolation des parois Aue	🔍 Observé / mesuré	non isolé
<b>Mur 6 Ouest</b>	Matériaux mur	🔍 Observé / mesuré	Inconnu (à structure lourde)
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✖ Valeur par défaut	1948 - 1974
	Umur0 (paroi inconnue)	✖ Valeur par défaut	2,5 W/m <sup>2</sup> .K
	Surface du mur	🔍 Observé / mesuré	8,75 m <sup>2</sup>
<b>Plancher</b>	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	un local chauffé
	Matériaux mur	🔍 Observé / mesuré	Inconnu (à structure lourde)
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✖ Valeur par défaut	1948 - 1974
	Umur0 (paroi inconnue)	✖ Valeur par défaut	2,5 W/m <sup>2</sup> .K
<b>Plafond</b>	Surface de plancher bas	🔍 Observé / mesuré	47,9 m <sup>2</sup>
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	un local chauffé
	Type de pb	🔍 Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	🔍 Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✖ Valeur par défaut	1948 - 1974
	Surface de plancher haut	🔍 Observé / mesuré	47,9 m <sup>2</sup>
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	un local chauffé
	Type de ph	🔍 Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation	🔍 Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	✖ Valeur par défaut	1948 - 1974

<b>Fenêtre 1 Sud</b>	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	1,23 m <sup>2</sup>
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Jalousie accordéon
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
<b>Fenêtre 2 Sud</b>	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Masque non homogène
	Hauteur a (°)	🔍 Observé / mesuré	0 - 15°, 15 - 30°, 0 - 15°, 0 - 15°
	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	1,23 m <sup>2</sup>
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
<b>Fenêtre 3 Sud</b>	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Jalousie accordéon
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Masque non homogène
	Hauteur a (°)	🔍 Observé / mesuré	0 - 15°, 15 - 30°, 0 - 15°, 0 - 15°
	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	2,02 m <sup>2</sup>
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
<b>Fenêtre 4 Nord</b>	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Jalousie accordéon
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Masque non homogène
<b>Fenêtre 4 Nord</b>	Hauteur a (°)	🔍 Observé / mesuré	0 - 15°, 15 - 30°, 0 - 15°, 0 - 15°
	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	1,9 m <sup>2</sup>
<b>Fenêtre 4 Nord</b>	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord

Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
Epaisseur lame air	Observé / mesuré	16 mm
Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Type volets	Observé / mesuré	Jalousie accordéon
Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Surface de baies	Observé / mesuré	1,9 m <sup>2</sup>
Placement	Observé / mesuré	Mur 1 Nord
Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
Epaisseur lame air	Observé / mesuré	16 mm
Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Type volets	Observé / mesuré	Jalousie accordéon
Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Surface de baies	Observé / mesuré	0,94 m <sup>2</sup>
Placement	Observé / mesuré	Mur 1 Nord
Orientation des baies	Observé / mesuré	Nord
Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
Type ouverture	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
Epaisseur lame air	Observé / mesuré	16 mm
Présence couche peu émissive	Observé / mesuré	non
Gaz de remplissage	Observé / mesuré	Air
Positionnement de la menuiserie	Observé / mesuré	au nu intérieur
Largeur du dormant menuiserie	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Type de masques proches	Observé / mesuré	Absence de masque proche
Type de masques lointains	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Surface de baies	Observé / mesuré	3,41 m <sup>2</sup>
Placement	Observé / mesuré	Mur 2 Sud
Orientation des baies	Observé / mesuré	Sud
Inclinaison vitrage	Observé / mesuré	vertical
Type ouverture	Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes
Type menuiserie	Observé / mesuré	PVC
Type de vitrage	Observé / mesuré	double vitrage
Epaisseur lame air	Observé / mesuré	16 mm

	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Jalousie accordéon
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Masque non homogène
	Hauteur a (°)	🔍 Observé / mesuré	0 - 15°, 15 - 30°, 0 - 15°, 0 - 15°
	Surface de porte	🔍 Observé / mesuré	1,9 m <sup>2</sup>
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 3 Sud
	Type d'adjacence	🔍 Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	🔍 Observé / mesuré	20 m <sup>2</sup>
	Etat isolation des parois Aiu	🔍 Observé / mesuré	non isolé
	Surface Aue	🔍 Observé / mesuré	7 m <sup>2</sup>
Porte	Etat isolation des parois Aue	🔍 Observé / mesuré	non isolé
	Nature de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Porte simple en bois
	Type de porte	🔍 Observé / mesuré	Porte opaque pleine
	Présence de joints d'étanchéité	🔍 Observé / mesuré	non
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Porte-fenêtre Sud
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 1	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	6,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Fenêtre 1 Sud
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 2	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	4,5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Fenêtre 2 Sud
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 3	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	4,5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Fenêtre 3 Sud
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 4	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	5,7 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Fenêtre 4 Nord
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 5	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	5,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Fenêtre 5 Nord
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
Pont Thermique 6	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	5,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm

	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Fenêtre 6 Nord
	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé
<b>Pont Thermique 7</b>	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plafond
<b>Pont Thermique 8</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	8 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plancher
<b>Pont Thermique 9</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	8 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Mur 5 Est
<b>Pont Thermique 10</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	2,5 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Mur 6 Ouest
<b>Pont Thermique 11</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	2,5 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plafond
<b>Pont Thermique 12</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	7 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plancher
<b>Pont Thermique 13</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	7 m
	Type PT	🔍 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Mur 5 Est
<b>Pont Thermique 14</b>	Type isolation	🔍 Observé / mesuré	non isolé / inconnue
	Longueur du PT	🔍 Observé / mesuré	2,5 m

## Systèmes

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
<b>Ventilation</b>	Type de ventilation	🔍 Observé / mesuré	Ventilation naturelle par conduit
	Façades exposées	🔍 Observé / mesuré	plusieurs
	Logement Traversant	🔍 Observé / mesuré	oui
<b>Chauffage</b>	Type d'installation de chauffage	🔍 Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍 Observé / mesuré	Electrique - Convecteur électrique NFC, NF** et NF***
	Année installation générateur	✖ Valeur par défaut	1948 - 1974
	Energie utilisée	🔍 Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	🔍 Observé / mesuré	Convecteur électrique NFC, NF** et NF***
	Type de chauffage	🔍 Observé / mesuré	divisé
	Equipement intermittence	🔍 Observé / mesuré	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
<b>Eau chaude sanitaire</b>	Nombre de niveaux desservis	🔍 Observé / mesuré	1
	Type générateur	🔍 Observé / mesuré	Gaz Naturel - Chauffe-eau gaz à production instantanée installé entre 2001 et 2015
	Année installation générateur	🔍 Observé / mesuré	2001
	Energie utilisée	🔍 Observé / mesuré	Gaz Naturel
	Présence d'une veilleuse	🔍 Observé / mesuré	non
	Chaudière murale	🔍 Observé / mesuré	non
	Présence d'une régulation/Ajust,T° Fonctionnement	🔍 Observé / mesuré	non
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	🔍 Observé / mesuré	non
	Type de distribution	🔍 Observé / mesuré	production en volume habitable alimentant des pièces contiguës

**Références réglementaires utilisées :**

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, 5 juillet 2024, décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

**Constatations diverses :**

Le descriptif des matériaux n'a pas vocation à déterminer l'homogénéité de l'ensemble des matériaux utilisés dans le bien immobilier.

L'examen des matériaux n'a pas pu faire l'objet d'un examen exhaustif, seuls des sondages destructifs permettent une analyse des matériaux du bien immobilier objet des présentes.

**Informations société :** JULIEN LE MOIGN 15 rue Delille 13001 Marseille

Tél. : 0612132999 - N°SIREN : 835 172 792 - Compagnie d'assurance : GAN Assurances n° 181.279.665

**À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :**

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

N°ADEME

2513E17602490

## Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : 25/DIAG/0765  
Date du repérage : 27/05/2025  
Heure d'arrivée : 11 h 04  
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

**Extrait de l'Article 4-1** - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

**Extrait Art.4-2** - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :  
Département : .... **Bouches-du-Rhône**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
Commune : ..... **13003 MARSEILLE 03**  
Section cadastrale : NC, Parcellle(s) n° : NC  
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
**3EME GAUCHE, Lot numéro : NC**

### Désignation du propriétaire

Désignation du client :  
Nom et prénom : .. **M. HARBOUI**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
**13003 MARSEILLE 03**

### Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)

Nom et prénom : **SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**  
Adresse : ..... **20 SQUARE NATIONAL, BAT C**  
**13003 MARSEILLE 03**

### Repérage

Périmètre de repérage : **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**

### Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : ..... **LE MOIGN**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **JULIEN LE MOIGN**  
Adresse : ..... **15 rue Delille**  
**13001 Marseille**  
Numéro SIRET : ..... **835 172 792 00029**  
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **GAN Assurances**  
Numéro de police et date de validité : ..... **181.279.665 - 29/02/2026**

### Superficie privative en m<sup>2</sup> du ou des lot(s)

**Surface loi Carrez totale : 47,90 m<sup>2</sup> (quarante-sept mètres carrés quatre-vingt-dix)**  
**Surface annexe totale : 5,60 m<sup>2</sup> (cinq mètres carrés soixante)**

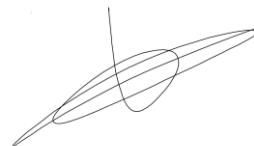
**Résultat du repérage**Date du repérage : **27/05/2025**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :  
**Néant**

Liste des pièces non visitées :

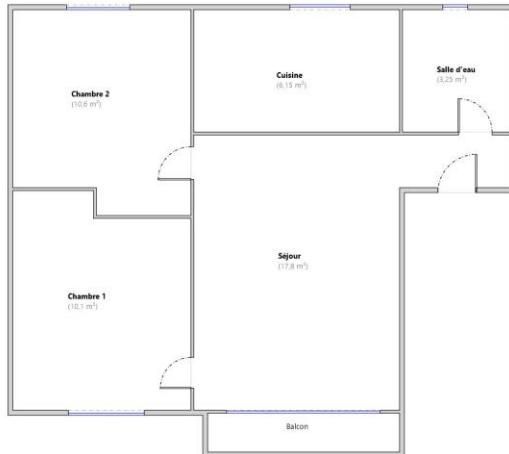
**Néant**Représentant du propriétaire (accompagnateur) :  
**SCP CHANIOLEAU / SINIBALDI**

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface annexe	Commentaires
Séjour	17,8	0	
Cuisine	6,15	0	
Chambre 1	10,1	0	
Chambre 2	10,6	0	
Salle d'eau	3,25	0	
Cave	0	5,6	

Superficie privative en m<sup>2</sup> du ou des lot(s) :**Surface loi Carrez totale : 47,90 m<sup>2</sup> (quarante-sept mètres carrés quatre-vingt-dix)**  
**Surface annexe totale : 5,60 m<sup>2</sup> (cinq mètres carrés soixante)**Fait à **MARSEILLE 03**, le **27/05/2025****Par : LE MOIGN**

Aucun document n'a été mis en annexe



**Julien Le Moign**  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **25/DIAG/0765** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 20 SQUARE NATIONAL, BAT C 13003 MARSEILLE 03.

Je soussigné, **LE MOIGN**, technicien diagnostiqueur pour la société **JULIEN LE MOIGN** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

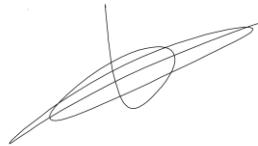
- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Diagnostics	LE MOIGN	I.Cert	CPDI4333	05/29

- Avoir souscrit à une assurance (GAN Assurances n° 181.279.665 valable jusqu'au 29/02/2026) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- 

Fait à MARSEILLE 03, le **27/05/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

**Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation**

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »